



Sommaire

C.A. DE L'ANEF DU 29 MARS 2006.....	1
ENSEIGNEMENTS, SÉMINAIRES.....	5
APPELS À CONTRIBUTIONS	29
HORS CHAMP.....	41
LIVRES.....	49
Comptes rendus.....	49
Parutions.....	75
REVUES.....	85
BULLETINS DE COMMANDE	93
STATUTS	95
ADHÉSION, ABONNEMENT	97



Compte rendu du C.A.

Conseil d'administration de l'ANEF, 31 mars 2006, Paris

Présentes : Michèle Ferrand, Annik Houel, Françoise Picq, Nicky Le Feuvre.

Invitée : Hélène Rouch.

SUBVENTION

Un nouveau dossier de demande de subvention au Service des Droits des femmes est à préparer.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La prochaine AG de l'ANEF aura lieu à Toulouse le vendredi 7 juillet, à partir de 18h00 (en parallèle du colloque « Les études "genre" : enjeux scientifiques et effets sociaux »). Il y sera procédé aux élections de renouvellement du CA.

Un appel à candidature pour le CA figure dans le présent *Bulletin* (date limite de candidature : le 1^{er} juin).

Le CA actuel attire l'attention sur l'importance d'un renouvellement des générations pour le prochain CA.

Cette AG sera accompagnée d'un « pot de l'amitié »

BULLETIN

L'avenir de la version papier du *Bulletin* se pose. Sa production/diffusion coûte relativement cher et on peut se demander si un tirage papier a encore un sens, alors que beaucoup d'informations circulent déjà par voie électronique (site web de l'ANEF, listes de discussion EF-L, EFiGiES, activités de diffusion du RING, etc.). Le CA propose de diffuser un questionnaire à ce sujet auprès des adhérentes (cf. feuille volante dans le bulletin).

PROCÈS EN DIFFAMATION

Quelques membres du CA ont été auditionnées dans le cadre du procès en diffamation intenté à l'ANEF par Daniel Welzer-Lang, suite à la parution du texte « Chantage et abus de pouvoir dans les universités », dans le n° 46 du *Bulletin* de l'ANEF. Deux membres du CA ont été mises en examen à ce jour.

ADHÉSION DE L'ANEF À LA PLATE-FORME EUROPÉENNE DES FEMMES SCIENTIFIQUES (EPWS)

L'ANEF va adhérer à l'association EPWS, créée en Belgique en 2006, afin de promouvoir les activités d'enseignement et de recherche sur le thème « genre et sciences ».

CRÉATION D'UN COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Le ministre délégué à la Recherche a installé, le 26 janvier 2006, un Comité pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la recherche et l'enseignement supérieur :

<http://www.recherche.gouv.fr/discours/2006/parite.htm>

Ce comité est composé d'une dizaine de membres et procède actuellement à l'audition des spécialistes, en vue de formuler des recommandations concrètes en faveur de l'égalité.

Le CA souhaite insister sur les revendications suivantes :

- Attribution volontariste de postes fléchés (MCF & PR), sur le contingent du ministère, à affecter en priorité aux établissements

où il existe déjà des pôles d'enseignement et de recherche sur ce thème.

- Attribution volontariste de postes fléchés (CR2, CR1 et DR) dans les concours des EPST.
- Généraliser les postes de chargées de mission à l'égalité dans les établissements (avec décharge ou prime quand il s'agit d'enseignants-chercheurs), avec des objectifs précis de suivi des données statistiques sur les parcours (d'études et professionnels) des hommes et des femmes au sein de l'établissement.
- Allocations de recherche et bourses post-doctorales fléchées en « études genre », faisant l'objet d'une campagne spécifique auprès des écoles doctorales.
- Aide à la traduction, publication, diffusion de textes théoriques fondateurs en « études genre ».
- Appui du ministère pour la création de plusieurs Masters Recherche pluridisciplinaire en « études genre ».

COLLOQUE « LES ÉTUDES "GENRE" : ENJEUX SCIENTIFIQUES ET EFFETS SOCIAUX », TOULOUSE, 6-8 JUILLET 2006

L'ANEF participera à ce colloque, en assurant des interviews.

DEMANDE DE SUBVENTION DE PARTICIPATION AU 6^e CONGRÈS EUROPÉEN DES RECHERCHES GENRE

Lodz (Pologne), 30 août-3 septembre 2006

Le bureau d'EFiGiES sollicite un soutien de l'ANEF pour financer la participation d'une délégation au 6^e Congrès européen.

Accord pour prendre en charge 1 voyage (pour une adhérente de l'ANEF), sous condition de la remise d'un rapport de mission à publier dans le *Bulletin*.

PRÉPARATION DU BULLETIN N° 50 DE LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2006-2007

Discussion renvoyée au prochain CA, le 16 juin 2006.



Le enseignements, séminaires

Université de Bourgogne – Dijon

Le master option anglais offre la possibilité de travailler sur :

- l’écriture des femmes,
- la représentation et l’autoreprésentation des femmes dans la littérature et l’art,
- l’écriture de l’intime (journaux, correspondance, etc.).

En M1 est offert un cours d’introduction sur la littérature féminine. «Scandalous Women» travaille à partir de *Frankenstein* de Mary Shelley et *Lady Audley’s Secret* de Mary Elizabeth Braddon.

En M2 sont offerts un cours sur la théorie et la critique féministe ainsi qu’un cours sur la représentation des femmes en art et en littérature.

Pour plus de détails, contactez :
marianne.camus@u-bourgogne.fr

Université Lumière-Lyon 2

2^e ANNÉE DE LICENCE

Études sur le genre

Responsable : Merete Stistrup Jensen

Objectif

La formation spécifique dans le domaine du genre vise à introduire les étudiant-e-s de toutes les disciplines aux problématiques liées :

- à la construction des identités sexuées, du masculin et du féminin,
- aux représentations culturelles et symboliques de la différence des sexes et à leur traitement dans les langues,
- et à la situation sociale différente et dissymétrique des hommes et des femmes.

Elle s'appuie sur un vaste champ de recherche transdisciplinaire. Elle ouvre sur deux trajectoires possibles selon que l'étudiant-e quitte l'université au niveau licence ou poursuit jusqu'à un master, voire un doctorat.

Dans le premier cas, cette formation intéresse tout particulièrement ceux et celles qui se destinent à des carrières dans lesquelles ces questions se posent quotidiennement et de façon cruciale, c'est-à-dire spécialement (mais sans exclusive) celles qui relèvent des domaines suivants : l'éducation et la formation au sens large, la culture, le travail social, les ressources humaines, les professions du soin et de la justice.

Dans le second, les étudiant-e-s qui s'orientent vers un master (professionnel ou recherche) pourront approfondir leur compétence dans ce domaine, soit par des modules transversaux proposés dans certains masters de l'Université Lumière-Lyon 2,

soit, pour les littéraires, par une spécialité « Masculin-Féminin » dans leur master de référence.

Descriptif

Parmi sept propositions suivantes, les étudiant-e-s doivent choisir deux enseignements, correspondant chacun à 21 h TD.

• **Femmes, pouvoir et politique en Europe, Michèle Bacot-Decriaud**

Ce thème doit permettre d'étudier comment les femmes sont devenues des citoyennes, par une approche historique et socio-politique. C'est à la fois le problème de l'obtention du droit de vote et de l'éligibilité, mais aussi des comportements et représentations des femmes en politique. Il s'agira de montrer comment le droit de participer à la vie politique a été difficilement conquis et comment il reste encore sous-exploité.

• **Le féminisme américain au 19^e siècle, Colette Collomb-Bureau**

Découverte de nouvelles perspectives historiques, politiques et sociales par la prise en compte des femmes dans la naissance de la nation américaine. Histoire des mouvements féministes américains au 19^e siècle et leurs prolongements politiques, sociaux et culturels dans l'actualité la plus récente.

N.B. : Bonne compréhension de l'anglais écrit exigée.

• **Sexe, genre, activité professionnelle, Annick Marnas**

Introduction aux notions de sexe et de genre en interrogeant tout d'abord la bicatégorisation des sexes construite sur le biologique. Après une déconstruction des différences entre hommes et femmes, conçues comme naturelles, nous nous centrerons plus particulièrement sur l'activité professionnelle et la place occupée par les femmes sur le marché du travail, mettant en avant les avancées mais aussi les inégalités persistantes. Nous

étudierons les variations de cette activité professionnelle selon les situations matrimoniales et familiales et mettrons en regard la formation reçue par les garçons et les filles.

- **Parents, socialisation et différences entre les sexes, Christine Morin-Messabel**

Décrire, analyser quels processus sont à l'œuvre dans la construction de l'identité sexuée (construction des rôles dans la petite enfance à travers notamment la dimension parents-enfants). Le cours s'organise autour du thème de la socialisation différenciée entre les sexes et de la construction de l'identité sexuée. Nous nous intéressons plus spécifiquement à l'environnement familial et aux relations parents enfants à travers des recherches en psychologie.

- **Le genre à l'école, Ingeborg Rabenstein-Michel**

Sensibiliser à la transmission des représentations féminin-masculin dans les cursus scolaires. Étude comparative de manuels scolaires premier et second degrés, observation de l'introduction des représentations féminin-masculin et leur fixation, évolution ou modification progressives. Élargissement éventuel à des manuels étrangers pour analyser les représentations stéréotypées liées à d'autres contextes culturels.

- **Masculin-féminin dans les contes, approche littéraire, Merete Stistrup Jensen**

Initiation aux problématiques concernant la construction des identités sexuées, du masculin et du féminin et aux représentations culturelles et symboliques de la différence des sexes. À partir des contes de la littérature française et étrangère, nous étudierons la mise en scène des fonctions et des rôles narratifs des personnages féminins et masculins ainsi que les idées sur la différence des sexes et leur évolution dans le temps.

- **Éducation et formation professionnelles des filles et des garçons aux 19^e-20^e siècles, Jean Castets**

Faire comprendre l'évolution historique qui peut expliquer les questions posées par la scolarisation professionnelle des temps présents vues sous l'angle : différences filles / garçons.

3^e ANNÉE DE LICENCE

Études sur le genre

Responsable : Patricia Mercader

Objectifs

La formation spécifique dans le domaine du genre vise à introduire les étudiant-e-s de toutes les disciplines aux problématiques liées :

- à la construction des identités sexuées, du masculin et du féminin,
- aux représentations culturelles et symboliques de la différence des sexes et à leur traitement dans les langues,
- enfin à la situation sociale différente et dissymétrique des hommes et des femmes.

Elle intéresse tout particulièrement ceux et celles qui se destinent à des carrières dans lesquelles ces questions se posent quotidiennement et de façon cruciale, c'est-à-dire spécialement (mais sans exclusive) dans les domaines suivants : l'éducation et la formation au sens large, la culture, le travail social, les ressources humaines, les professions du soin et de la justice.

Descriptif

Ces enseignements sont proposés sous deux formes au choix de l'étudiant : UE libre (un ou deux cours « genre ») ou « option » (impérativement trois cours dans l'ensemble « genre », dont un au semestre 5 et deux au semestre 6).

Choisir la forme « option » comporte certains avantages. Possibilité de choisir des cours qui ne sont pas ouverts en UE libre

(voir la liste). Les options bénéficient d'une session de rattrapage (contrairement aux UE libres).

En cas de réussite, le diplôme de licence pourra porter une mention « genre », qui indiquera une certaine spécialisation.

Les étudiants qui choisissent l'UE libre peuvent prendre seulement un ou deux enseignements sur le genre, mais ne bénéficient pas des avantages de l'option. Les codes de l'option genre sont à demander au Centre Louise-Labé.

Ouverts en option et en UE libre – Semestre 5

• Études féministes et études de genre au Québec. Théorie, épistémologie, méthodologie, Marie-Carmen Garcia

Le cours proposé sera décliné selon deux niveaux :

- *Women's studies* et *gender's studies* au Québec : Approche socio-historique des domaines de recherche. Cette première partie du cours montrera le processus de création de domaines de recherche spécialisés dans l'étude des rapports homme-femme et du genre.
- Théorie, épistémologie, méthode. Cette deuxième partie du cours s'attachera à expliquer les principaux concepts et théories développés au Québec dans les domaines de recherche préalablement présentés.

• Processus de sexuation et constructions identitaires, Patricia Mercader

La sexualité (comme catégorie conceptuelle et comme ensemble de pratiques) et la différenciation entre homme et femme s'articulent aussi bien dans les pratiques et les discours sociaux que dans le parcours singulier des sujets humains. Nous étudierons cette articulation dans la perspective du développement de l'enfant, en partant des moments les plus archaïques et des pathologies de l'identité, pour terminer sur les développements adultes.

- **Problématiques de genre, Laurence Tain, sociologie**

La question du « genre » reste une thématique encore peu enseignée, voire tabou dans l'Université française. Et pourtant, l'usage des catégories homme/femme est chose banale en sciences sociales. Et pourtant, les travaux concernant les systèmes de sexualité commencent à se développer. Par ailleurs, le débat sur les rapports sociaux entre hommes et femmes a fait à nouveau irruption sur la scène publique dans l'actualité récente : que ce soit à propos de la parité en politique ou de la marche des femmes des quartiers, les polémiques se sont passionnées autour de conceptions distinctes de la notion de genre.

Dans ce contexte, nous chercherons à faire le point sur les différentes problématiques de genre qui se succèdent, se chevauchent, se croisent et s'affrontent. Nous essaierons ainsi de comprendre comment différents points de vue (essentialiste, universaliste, *queer*, etc.) abordent la catégorisation homme/femme, les attributs masculins et féminins, les rapports entre les deux sexes, les formes de sexualité.

Cette mise à plat des points communs aussi bien que des oppositions de ces diverses conceptions devrait contribuer à mettre à disposition les outils efficaces pour la compréhension du monde social.

- **Masculin/féminin en littérature : problématique générale et questions de méthodes, Christine Planté, lettres**

Il s'agit d'envisager comment la différence des sexes et les catégories du masculin et du féminin concernent la littérature : au niveau de la langue, de la culture, des écrivains, des personnages et des lecteurs, etc. On verra quelles notions, quelles problématiques ont été développées pour aborder ces questions, en prenant appui sur l'étude d'*Enfance*, de Nathalie Sarraute (« folio », Gallimard), sur des textes d'époques et de genres littéraires variés distribués en cours.

Enseignement généraliste, introduction à un travail sur le genre (*gender*) dans une perspective littéraire.

Ouverts en option et en UE libre – Semestre 6

• **Liberté, égalité, féminité : femmes et féminismes aux États-Unis de 1960 aux années Reagan, Claudette Fillard, anglais**

Cette étude s'appuiera sur une sélection de textes représentatifs distribués en cours. Mais deux ouvrages serviront également de support à cet enseignement :

- Betty Friedan. *The Feminine Mystique*. New York : Norton, 1963, dont la lecture est obligatoire
- Claudette Fillard et Colette Collomb-Boureau. *Les mouvements féministes américains*. Ellipses, 2003.

Compétence en langue anglaise obligatoire

• **Représentations romanesques du mariage, Michèle Fontana, lettres**

Après la Grande Révolution, le code Napoléon fixe les relations entre les sexes et semble consacrer la dépendance de la femme, particulièrement dans le cadre du mariage. Toutefois, au fil d'un 19^e siècle que borne la Grande Guerre, la loi (enseignement, divorce, etc.) et les représentations du féminin et du masculin connaissent d'importantes mutations. Que peut en dire la littérature ? On se propose d'interroger trois romans à ce sujet ; des extraits d'autres œuvres seront apportés en cours.

George Sand, *Indiana* (1832), Folio ; Guy de Maupassant, *Une vie* (1883), Le Livre de Poche ; Colette, *La Vagabonde* (1910), Le Livre de Poche.

• **La psychanalyse et la question du féminin, Annik Houel, psychologie**

À partir des écrits des premières femmes psychanalystes disciples de Freud, on verra les enjeux théoriques qu'elles ont pu

soulever sur la théorie de la sexualité féminine telle que Freud l'avait comprise. Ces enjeux théoriques, tels le complexe de masculinité, la négation du vagin, ont d'ailleurs été une pomme de discorde qui a failli diviser le mouvement psychanalytique naissant, dans les années trente.

Leurs écrits théoriques mais aussi leurs autobiographies nous aideront à comprendre les obstacles qu'elles ont pu rencontrer, obstacles extérieurs certes mais aussi internes, sous la forme de sujets qui leur sont restés difficiles d'accès, telle la relation mère-fille.

Il s'agira d'étudier les textes d'Helen Deutsch, de Marie Bonaparte, d'Anna Freud, de Lou Andréas Salomé, de Karen Horney et de Mélanie Klein. Puis d'étudier quelles sont les pistes actuelles de recherche empruntées par les psychanalystes contemporains (Luce Irigaray, Janine Chasseguet-Smirgel, etc.).

• **La construction sociale des genres et des sexualités au regard des émotions et de la santé : approches en sciences sociales, Rommel Mendes-Leite, anthropologie**

L'objectif principal de ce cours est d'appréhender et d'analyser la construction sociale des genres (masculin et féminin), de sexe (hommes et femmes), d'orientation sexuelle (hétérosexualité et homosexualité), des émotions (affects, passions, sentiments, etc.) et de la santé à partir des problématiques de l'identité, de l'altérité et de la liminarité (A. Van Gennep, V. Turner).

Nous analyserons également les expressions « liminaires » des sexualités et de la santé : celles des entre-deux seuils, des interstices glissés entre les pôles extrêmes de la pensée bipolaire. Outre les figures hétérogènes – celles qui « gardent les spécificités de ses composants » (F. Laplantine et A. Nouss) – qui sont l'hermaphrodite, le transgenre ou le transexuel, l'androgynie et le bisexuel, nous analyserons le phénomène d'*ambigüsexualité* : le décalage, chez certaines personnes, entre les pratiques, les identités et les orientations sexuelles.

En suivant comme fil conducteur la construction des identités de genre et de sexe, ainsi que des ses « liminarités hétérogènes », nous aborderons également la question de la santé ainsi que celle des émotions. Dans ce cadre, grâce à l'utilisation d'une approche constructiviste genrée, nous étudierons particulièrement la séropositivité au virus du sida (VIH), état singulier qui place l'individu contaminé entre la santé (tendance à la chronicisation de l'infection) et la maladie (épée de Damoclès représentée par la possibilité de « déclenchement » du sida), ainsi que le cancer du sein féminin. Une attention spéciale sera consacrée aux blessures narcissiques portant atteinte à l'image de soi en tant que personne sexuée ainsi que les possibles modifications des représentations de la temporalité.

Nous analyserons également la présentation de soi, l'expression ou le contrôle des émotions et des sentiments, les diverses logiques identitaires et les différents discours sur ces questions, plus particulièrement les catégorisations sociales qui les sous-entendent.

Ces thématiques nous aideront à cerner l'importance du contexte et du sens, ainsi qu'à penser le statut sociopolitique des différences et des liminarités, leurs implications dans la constitution de la citoyenneté, ainsi que les différentes formes de combat contre des discriminations comme le sexisme, l'homophobie et la ségrégation des personnes selon leur état de santé. Outre la littérature spécialisée sur ces sujets, nous nous appuierons sur les résultats des recherches que nous avons menées dans trois pays : la France, le Brésil et l'Afrique du Sud.

• **Sexe, genre et rapports de pouvoir : approche socio-cognitive, Christine Morin-Messabel, psychologie**

Le cours se divise en deux parties :

1/ une partie théorique (fondée essentiellement sur les travaux impulsés par M.-C. Hurtig et M.-F. Pichevin d'une part et de Fabio

Lorenzi-Cioldi d'autre part) qui vise à montrer l'existence d'une hiérarchie entre les deux catégories de sexe et ses effets du point de vue psychologique. *Revue de questions.*

2/ une partie se référant à des recherches précises menées dans ces différents domaines : petite enfance et socialisation différenciée, école et socialisation différenciée, orientation filles garçons, insertion professionnelle et enfin femmes et politique.

• **Sexe et reproduction, Laurence Tain, sociologie**

Sexe et reproduction, données naturelles ou organisation sociale, association ou dissociation ? Ces questions délicates seront au cœur de notre réflexion. Au fil du temps, les sociétés ont en effet expérimenté diverses combinaisons et nous chercherons à les explorer dans une perspective de genre. Ce fil conducteur nous conduira notamment à revisiter l'histoire de la maternité, les pratiques contraceptives, la figure de la stérilité, les nouvelles techniques de reproduction, la place de la paternité, l'homoparentalité. Ce fil conducteur nous amènera aussi à nous interroger sur la place politique respective des hommes et des femmes qui accompagne ces pratiques sexuelles et reproductives.

• **Femmes et hommes dans les sociétés occidentales, 17^e-20^e siècles : histoire des rôles et de leurs recompositions, Marianne Thivend, histoire**

Lors de cet enseignement, on s'attachera à étudier les représentations du masculin et du féminin afin de mieux comprendre l'histoire de la répartition des rôles sociaux : ces représentations sont élaborées par les nouvelles sciences dès le 18^e siècle et ont des répercussions sur l'histoire de la famille, de l'enseignement comme du travail, sur le partage inégal des tâches dans l'espace domestique dont on sait qu'il participe aujourd'hui encore aux inégalités des sexes. Notre attention portera également sur l'histoire des mouvements et revendications féministes, qui se

font l'écho de ces questionnements, tant de la part des hommes que des femmes, en particulier dans les associations et les regroupements politiques.

Ouverts en option seulement

• **Masculin/féminin : femmes, féminin, poésie, Christine Planté, lettres**

La poésie, à travers ses thèmes traditionnels (l'amour, la femme), comme à travers ses représentations symboliques (la Muse) paraît un genre fortement féminisé. Cependant, l'histoire littéraire française présente à première vue peu de femmes poètes. On s'interrogera sur ces trois termes – poésie, femmes, féminin – principalement à partir d'œuvres françaises du 19^e siècle.

• **Masculin-Féminin. Figures romanesques de femmes artistes, Merete Stistrup Jensen, lettres**

À partir d'œuvres françaises et étrangères, nous nous intéresserons au traitement romanesque des femmes artistes et aux différents enjeux culturels liés à leur évolution dans le temps (la question des arts majeurs ou mineurs, en particulier le statut des arts d'interprétation et, de manière plus large, les conflits d'ordre social et symbolique qui apparaissent pour la femme créatrice).

Contact du Centre Louise-Labé : Campus Porte des Alpes – 5, avenue Pierre-Mendès-France 69676 Bron Cedex

Tél. : 04 78 77 24 84 – Mél. : Louise.Labe@univ-lyon2.fr

Web : <http://sites.univ-lyon2.fr/centre-louise-labe/>

Université Paris 7-Denis-Diderot

ENSEIGNEMENTS DE LICENCE ET MASTÈRE SUR LE « GENRE »

2005-2006

Domaine de formation « Lettres, langues, sciences humaines et sociales »

Cette liste n'est pas exhaustive puisqu'il existe aussi des enseignements spécifiques ou incluant le genre en histoire, en civilisation, en langues, en littérature, en psychologie.

Le CEDREF propose spécifiquement 4 enseignements en licence, qui constituent autant d'options possibles et permettent de construire un « Parcours genre » dès la licence, autorisant une véritable progression dans la transmission des connaissances :

- L1 (1^{er} semestre) : Rapports sociaux de sexe
- L1 (2^e semestre) : Femmes et institutions
- L2 (2^e semestre) : Genre et socialisation
- L3 (2^e semestre, obligatoire) : Genre et sciences sociales

Le CEDREF propose également 5 enseignements en mastère. Ces enseignements sont mutualisés entre plusieurs spécialités de mastère (professionnels et de recherche), dont ils constituent des options ou des « Parcours » :

– Mastère sociologie et anthropologie : politique, culture et migrations. Spécialité recherche et professionnelle : Migrations et relations inter-ethniques » (laboratoires d'accueil URMIS-CEDREF).

– Mastère sociologie et anthropologie : politique, culture et migrations. Spécialité recherche : sociologie et philosophie politique (laboratoire d'accueil CSPRP).

– Mastère sociologie et anthropologie : politique, culture et migrations. Spécialité recherche et professionnelle : SSAMECI (laboratoire d'accueil : LCS).

Bref descriptif des enseignements de mastère

- Cours 1 (M1, S1)

Femmes, genre et mondialisation (évolutions actuelles de la division sexuelle et internationale du travail)

On évoquera ici les paysannes du Sud, les ouvrières des zones franches, la migration et l'internationalisation du travail de « care », les « travailleuses du sexe » et autres catégories de travailleurs et travailleuses produites par la mondialisation néolibérale.

Ce cours vise à apporter des instruments intellectuels pour l'analyse, la recherche, le travail et l'engagement socio-politique, avec un double objectif :

– en préalable, renforcer les bases théoriques concernant le genre et les rapports sociaux de sexes, en particulier sous l'angle du travail ;

– ensuite, présenter une perspective critique sur la mondialisation néolibérale, vue sous l'angle des transformations de la division sexuelle et internationale du travail. On essaiera de montrer l'articulation des dimensions de sexe, de « race » et de classe.

- Cours 2 (M2, S1)

Migration, genre et développement : perspectives critiques

Il s'agira ici de montrer comment l'inclusion des femmes et la prise en compte de perspectives féministes et de genre ont profondément transformé la réflexion et les pratiques du « développement ». On se placera dans le cadre de la mondialisation actuelle, dont le phénomène migratoire constitue une caractéristique notable, avec d'importants enjeux en termes de genre. Après un bref rappel de quelques bases théoriques sur le genre, on évoquera les analyses classiques du développement et surtout leur critique, autour d'exemples concrets : les acteurs du développe-

ment, la question des politiques de population ou la manipulation du genre dans les relations internationales.

- Cours 3 (M1, S2)

Genre et politique

On présentera ici un tour d'horizon de ce que la problématique de genre apporte à la sociologie politique et à la science politique. On abordera d'abord la critique interne à la discipline « classique », notamment dans le domaine de la citoyenneté, de la participation et de la représentation. Dans un deuxième temps, on verra comment la notion du politique peut être élargie, approfondie et transformée, notamment autour de l'idée que « le privé est politique » et autour des apports issus de différents mouvements sociaux, notamment féministes, gays et lesbiens, afro-féministes et anarcho-féministes.

- Cours 4 (M1, S2)

Genre et migration

Il est aujourd'hui impossible d'ignorer, non seulement la présence des femmes dans les migrations, mais aussi la théorie du genre dans les analyses des phénomènes migratoires, qui vient produire un profond renouveau épistémologique. On analysera le poids du genre dans la division internationale du travail et les phénomènes migratoires qui en découlent, notamment dans le domaine du travail de « care », qualifié ou peu qualifié (domesticité), et du « travail sexuel ». On évoquera également les difficultés et les luttes des migrantes dans les pays où elles vivent, et finalement leur impact sur les transformations culturelles de leurs groupes d'origine ainsi que des sociétés où elles résident.

- Cours 5 (M1, S2)

Introduction aux théories féministes et théories du genre

À travers ce cours, les étudiant-e-s auront l'occasion de découvrir et/ou d'approfondir leurs connaissances à propos des théories

féministes et des théories du genre. Il s'agit d'apporter des outils intellectuels contextualisés, dans une perspective pluridisciplinaire, avec une insistance sur les analyses sociologiques, sociopolitiques et anthropologiques.

Le CEDREF organise également un séminaire (anciennement dit de 3^e cycle), ouvert à tout public : « Mondialisation et réarticulation des catégories de sexe, de race et de classe : débats féministes ».

Universités de Paris 3 et Paris 6

Responsables : Paris 3 Sorbonne Nouvelle, Suzy Halimi – Paris 6 Université Pierre et Marie-Curie, Danielle Gondard.

DIU – DIPLOME INTERUNIVERSITAIRE DE NIVEAU II (BAC+5)

Égalité des chances entre les femmes et les hommes

Objectifs

- Accroître ses connaissances en matière de production et de reproduction des sociétés par une approche transdisciplinaire.
- Développer une approche intégrée et coopérative de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.
 - Concevoir les modalités de coopération entre les différents acteurs (publics, économiques et associatifs).
 - Élaborer une politique de communication active et argumentée.
- Construire et mettre en œuvre la fonction de référent-e « égalité des chances entre les femmes et les hommes ».
 - Piloter et diriger les actions en faveur de l'égalité des chances.
 - Gérer les projets, monter et animer les partenariats.
 - Mener des actions d'information sur les sites d'intervention.
 - Analyser, évaluer et modéliser ses pratiques professionnelles.

Public visé

Toutes celles et tous ceux qui souhaitent œuvrer dans le domaine de l'égalité des chances des femmes et des hommes, que ce soit de façon complémentaire à leur activité ou pour la prise d'un poste spécifique sur ce champ de compétences, tant auprès de collectivités territoriales, d'établissements publics et parapublics, d'établissements privés, d'associations à but non lucratif, etc. (Responsables ressources humaines, conseiller-ère ANPE, chargé-e de mission égalité des chances, formateur-trice, syndicaliste, responsable associatif, inspecteur-trice du travail, assistant-e social-e, conseiller-ère d'orientation.

Organisation matérielle. Formation sur 1 an :

- Déroulement :
 - 1 semaine chaque trimestre,
 - 3 jours par mois, excepté le mois de la semaine pleine,
 - 1 enquête ou étude sur terrain professionnel (module V).
- Pré-requis : Expérience professionnelle de 3 ans minimum et diplôme de niveau II (bac+4) ou équivalent par Validation des acquis de l'expérience (VAE).
- Modalités d'inscription : Les dossiers de candidature sont à déposer avant le 15 juin de chaque année. Les candidat-e-s sélectionné-e-s passeront un entretien avant d'être retenu-e-s et inscrit-e-s.
- Calendrier : De début octobre à fin septembre.
- Validation : Diplôme interuniversitaire (DIU) de niveau II (bac+5) proposé par l'Université Pierre et Marie-Curie (Paris 6) et l'Université Sorbonne Nouvelle (Paris 3).
- Frais de participation : Formation cofinancée par le Fonds social européen (FSE) et la Préfecture de la région Île-de-France – Délégation régionale aux Droits des femmes et à l'Égalité. (Sous réserve : instruction annuelle des dossiers de financement).

Participation des stagiaires : Droits d'inscription à l'Université.

Contacts : Christine Mantecon – UPMC – Tél. 01 53 10 43 20
christine.mantecon@upmc.fr

Accueil : 15, rue de l'École-de-Médecine – Esc. B, 4^e étage,
75006 Paris, métro Odéon.

Université Pierre et Marie-Curie – Formation permanente
4, place Jussieu 75252 Paris – Tél. 01 53 10 43 20
Fax : 01 53 10 43 30 – <http://www.fpupmc.fr>

Université de Reims Champagne-Ardenne

Faculté de droit et science politique – Année universitaire 2005-
2006

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (DESS)

Conseiller/ère -Médiateur/trice Genres et sexualités

Directeur : M. Matuszewicz, maître de conférences à l'Université
de Reims.

Co-directrice : Mme Marie-Claude Royer, maîtresse de conférences
à l'Université de Reims.

Objectifs de la formation

Depuis quelques années, les questions de genre et de sexe ont pris une importance de plus en plus grande, non seulement sur la scène politique et médiatique (débats sur la parité et le pacs) mais aussi dans la vie quotidienne et le fonctionnement des administrations, de la justice, des entreprises et des associations. La réforme du divorce inscrit la médiation dans le code civil et l'éducation à la sexualité doit maintenant être réalisée à tous les niveaux du secondaire. La conception des droits de l'homme qui implique une meilleure reconnaissance de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la diversité des sexualités et des modes de vie dans

l'ensemble de la société doit également trouver une traduction dans la formation universitaire. C'est pourquoi la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne a mis en place un centre de recherche intitulé : Observatoire des mœurs.

Dans ce cadre, est ouverte depuis la rentrée 2000 une formation de troisième cycle, diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) : conseiller/ère – médiateur/trice : genres et sexualités. Dans l'organisation du travail (administrations, entreprises, syndicats, etc.) dans le secteur du travail social et associatif, dans la justice, se manifeste une demande d'expertise sur les questions soulevées par le DESS. Cela se traduit aussi bien par la création d'emplois spécifiques (notamment dans les grandes entreprises, les administrations et les collectivités territoriales) que par l'évolution de certaines fonctions et par un rôle de consultant.

Modalités d'accès

Pour être inscrit au DESS, il faut être titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent ou pouvoir justifier d'une expérience professionnelle, culturelle ou sociale.

Pour une demande de validation d'acquis professionnels, les candidat-e-s doivent s'adresser en premier lieu au S.U.E.P.C.A – 11, boulevard de la Paix (3^e étage), bât. AGF – 51100 Reims.

Sélection : 29 août 2005.

Le dossier de candidature devra comprendre un curriculum-vitae complet, une lettre de motivation et les photocopies des diplômes et attestations d'activités.

Les listes de candidats et candidates admis-es à suivre les enseignements font l'objet d'un affichage sur les tableaux correspondants de la Faculté.

Les étudiants et étudiantes admis-es à suivre le DESS devront ensuite faire leur inscription administrative à l'Université.

Renseignements et préinscriptions

Faculté de droit et science politique – Secrétariat 3^e cycle,
bureau 3015 – 57 bis, rue Pierre-Taittinger 51096 Reims Cedex –
Tél. 03.26.91.83.62 – Fax : 03 26 91 86 44

Courriel : claudine.gobert@univ-reims.fr

Enseignement

320 heures : cours + cycle de conférences par des praticiens.

Les enseignements sont organisés à raison de 2 ou 3 jours par semaine : les lundi, mardi, et mercredi du 3 octobre 2005 à fin mai 2006, de 9h30 à 18h00, afin de permettre une meilleure insertion des étudiants et étudiantes salarié(e)s ou en congé de formation à temps partiel. L'assiduité aux cours est requise.

- Sexe et nature : les interrogations du masculin et du féminin
Christiane Veauvy, chargée de recherche au CNRS, a notamment publié : *Paroles oubliées, les femmes et la construction de l'État-nation* (1997).
- Hommes-femmes : les droits politiques
Marie-Claude Royer, maître de conférences en science politique (Reims).
- Hommes-femmes face au travail
Sandrine Lemièrre et Marlyse Pouchol, maîtres de conférences en science économique (Reims).
- Droit et division des sexes : une approche historique
Marie-Claude Royer, maître de conférences en science politique (Reims).
- Sexualité, islam et droits des femmes au Maroc
Laurent Beurdeley, maître de conférences en droit public (Reims).
- La protection juridique de la vie privée en Europe ; le principe d'égalité en Europe
Franck Laffaille, maître de conférences en droit public (Reims).

- La construction de la liberté sexuelle
Hélène Marquié, chargée d'enseignement (Reims), Alain Naze, professeur certifié de philosophie (Quimper).
- Invention juridique, identité politique et minorité sexuelle
Yves Roussel, PRAG, a notamment publié : *Le mouvement homosexuel français face aux stratégies identitaires* (1995) et *Au risque de Foucault* (1997), *Le pacs juridique et pratique* (avec Gérard Ignasse, 2000).
- Partis politiques, genre et sexualité
Régis Matuszewicz, maître de conférences en science politique (Reims).
- Lesbianisme et féminisme
Natacha Chetcuti, chargée d'enseignement (Reims), spécialiste du lesbianisme.
- Homoparentalité et homophobie
Martine Gross, chargée d'enseignement (Reims).
- Art, genre et sexe
Frédérique Desbuissons, maître de conférences en lettres (Reims).
- Corps, genre et sexe
Hélène Marquié, chargée d'enseignement (Reims).
- Médiations : méthodes et applications
Jean-Edouard Gresy, professionnel de la médiation.
- Conférences : conseillère conjugale, déléguée régionale aux droits des femmes, étranger-e-s invité-e-s (Maroc, Inde, Québec...), associations, etc.
- Stage : Les étudiants et étudiantes doivent réaliser un stage (ou plusieurs stages) d'une durée totale de trois mois en entreprise, administration ou association. Le stage fait l'objet d'un rapport de stage. Les professionnels et praticiens sont dispensés du stage, mais ils sont alors soumis à un exposé-discussion.

Modalités de contrôle des connaissances

1^{re} session : juin et septembre 2006

Admissibilité

- Écrit sur un sujet portant sur la problématique d'ensemble du DESS (4 h) coef. 4.
- Oral ou contrôle continu dans chacun des 6 modules d'enseignement (qui regroupent les cours dont la liste se trouve ci-dessous) (coef. 1 pour chaque module) :
 - Module 1 : Droit et division des sexes ; Sexe et nature ; Analyse profémiste de genre.
 - Module 2 : Hommes-femmes : les droits politiques ; face au travail ; fonction publique ; Sexualité, Islam et droits des femmes au Maroc.
 - Module 3 : Invention juridique, identité et minorité sexuelle ; protection juridique de la vie privée en Europe.
 - Module 4 : Homoparentalité et homophobie ; Lesbianisme et féminisme, Sexe et art.
 - Module 5 : Construction de la liberté sexuelle ; corps, genre et sexualité ; partis, genre et sexualité ; médiations : méthode et application.
 - Module 6 : Anglais des mœurs (anglais appliqué à la notion de genre).
- Rapport de stage ou exposé-discussion pour les professionnels qui en sont dispensés. Coef 4.

Admission : Soutenance d'un mémoire dont le sujet a été arrêté en début d'année universitaire (coef. 4).

Pour être déclaré admis-e, l'étudiant-e doit avoir obtenu une moyenne générale au moins égale à 10/20 à l'ensemble des épreuves.

2^e session : novembre/décembre 2006

Les candidat-e-s non admissibles à la 1^{re} session doivent repasser à la 2^e session toutes les matières, à l'exception, s'ils/elles le souhaitent, de celles dans lesquelles ils/elles avaient obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne. Les admissibles qui n'auraient pas soutenu leur mémoire lors de la première session peuvent le faire à la deuxième.

Possibilité de réaliser le diplôme sur deux années universitaires.

Les étudiant-e-s ayant obtenu les meilleurs résultats, notamment dans leurs travaux de recherche, pourront être admis-es à poursuivre en thèse de doctorat.

Mentions

Total général entre 10/20 et 13/20, passable.

Total général entre 13/20 et 15/20, assez bien.

Total général entre 15/20 et 17/20, bien.

Total général entre 17/20 et plus, très bien.



Appels à contributions

« Création au féminin »

Création d'un site « Création au féminin » qui pour le moment est centré sur les écrivaines et les artistes femmes mais espère s'ouvrir et inclure tous les aspects de la création des femmes. Banque de données (débutante) sur les artistes visuelles du 20^e siècle et contemporaines.

Toutes propositions sont à adresser à Marianne Camus :
www.u-bourgogne.fr/creation-au-feminin.

Masculin / Féminin

Séminaire franco-allemand de jeunes chercheurs au CIERA
13-16 septembre 2006, Moulin d'Andé (Normandie)

Connaissant un net essor depuis une vingtaine d'années, les recherches en sciences humaines et sociales sur les notions de « genre » et/ou de « sexe » ont abouti à un double résultat : elles ont d'une part contribué à dénaturiser les catégories de « masculin » et de « féminin » et ont d'autre part montré que la notion de genre a dans les sciences sociales une valeur heuristique incontestable, dans la mesure où elle permet de définir des approches nouvelles, complémentaires de problématiques bien implantées dans les sciences humaines et sociales. À côté de ce renouvellement des problématiques s'est constitué un champ disciplinaire nouveau, celui des « *gender studies* », dont l'implantation selon les

pays est là aussi relativement inégale, puisqu'elle semble par exemple plus faible en France et en Allemagne que dans les pays anglo-saxons.

Les notions de « masculin » et de « féminin » apparaissent ainsi comme le produit d'une construction qui englobe trois dimensions : l'une est biologique, la deuxième relève des normes et pratiques et la troisième des représentations.

Normes, pratiques et représentations doivent être appréhendées dans leurs articulations, pour éviter un double risque : celui de réifier les catégories si seules les normes et les pratiques sont étudiées, et celui, de rester prisonnier des enjeux idéologiques et de domination inhérents aux représentations, si elles seules sont prises en compte.

Pour participer et proposer une intervention à ce séminaire, il n'est pas nécessaire que la recherche porte à titre principal sur la question du genre. Les candidat-e-s sont invité-e-s à présenter, à partir de leurs travaux personnels, un projet d'intervention abordant l'une des questions suivantes :

1. Approche historique de la constitution des notions de masculin et féminin
2. Le corps, pratiques et représentations : masculin et féminin entre différence et hiérarchie
3. Masculin, féminin : une place variable dans la définition de l'identité personnelle («*queer studies*»)
4. La domination masculine et les rapports de hiérarchie masculin/féminin
5. Travail, famille, cité : vers l'égalité hommes-femmes ?

Après ces cinq séances consacrées aux conférences et interventions des jeunes chercheurs, la dernière demi-journée mettra en perspective les travaux du séminaire autour du débat suivant : « Masculin » / « féminin », « genre », « sexe » : sources d'un renou-

vement des approches dans les sciences humaines et sociales ou noyau d'un savoir autonome («gender studies», «queer studies») ?

Déroulement : Le séminaire se déroulera du mercredi 13 au samedi 16 septembre 2006 après-midi. Chaque demi-journée commencera par la conférence d'un-e spécialiste, suivie d'une session consacrée à la présentation de leurs travaux par les participants.

Public : Le séminaire s'adresse à 25 jeunes chercheur-e-s doctorant-e-s ou post-doctorant-e-s de toutes nationalités, travaillant ou non dans une logique comparatiste, traitant ou non d'un terrain français ou allemand. Les langues de travail seront le français et l'allemand. Chacun s'exprimera dans sa langue de prédilection, mais devra être en mesure de comprendre l'autre langue.

Lieu : Le Moulin d'Andé, Normandie (gare la plus proche : Val-de-Reuil).

Candidature : La sélection des participant-e-s se fera sur la base du formulaire de candidature à télécharger sur le site du CIERA, accompagné d'un curriculum vitae, d'une présentation de leurs travaux de recherche et d'un projet de contribution en relation avec le thème du séminaire.

Date limite de réception des dossiers : 19 mai 2006

Les dossiers de candidature sont à télécharger sur le site du CIERA et à renvoyer à Michael Werner, directeur du CIERA, à l'attention de Toni Lorenzen, CIERA – Maison de la recherche – 28, rue Serpente 75006 Paris – Tél : + 33 (0)1 53 10 57 35 Fax : + 33 (0)1 53 10 57 39, lorenzen@ciera.fr

Frais : 15 € (frais d'inscription). Les frais de voyage (train 2^e classe ou avion billet tarif réduit) et de séjour sont entièrement pris en charge par le CIERA.

*Histoire des masculinités en France (1789-1945) :
état des recherches*

Journée d'études doctorales

Paris, vendredi 22 septembre 2006, salle 216, Centre Panthéon –
12, place du Panthéon 75005 Paris

La date limite pour soumettre une proposition de communication a été fixée au 14 mai 2006.

La réunion de sélection des communications a d'ores et déjà été fixée au 1^{er} juin 2006 à partir de 14 heures, à Paris.

L'histoire des femmes et du genre, mais également l'histoire des sexualités et plus particulièrement les études lesbiennes et gays, ont permis l'émergence d'une réflexion historique sur les hommes, non pas pensés comme un universel, mais en tant qu'êtres sexués. Natalie Zemon Davis et Joan Wallach Scott ont, les premières, défini, en histoire, le genre comme une construction culturelle et sociale de la différence des sexes. Cette avancée épistémologique majeure a permis que se développe une lecture sexuée des événements et des faits historiques, articulée autour des notions de domination et de pouvoir. Les cinq volumes de *L'Histoire des femmes en Occident* (1991-1992) sous la direction de Michelle Perrot et de Georges Duby rendent compte de cette nouvelle approche.

Dans cette optique, nous nous proposons d'organiser une journée d'études pluridisciplinaire dans ses approches sur l'état des recherches en histoire des masculinités en France entre 1789 et 1945. Nous nous intéresserons aux constructions, discours, pratiques et représentations des masculinités et à leur articulation avec les autres dimensions identitaires. Les relations entre les femmes et les hommes, le rôle que ces dernières ont pu jouer dans les processus identitaires masculins, ainsi que le rapport aux normes et la définition conjointe des déviances et des marges,

tout autant que le rapport à l'événement, seront abordés, notamment par le biais des outils d'analyse et d'interprétation tels que l'âge, l'appartenance ethnique, la classe sociale, l'orientation sexuelle ou bien encore la pratique religieuse, etc.

La proposition de communication devra comprendre une présentation dactylographiée et titrée du projet en trois cents mots (environ une page) : problématiques, hypothèses, corpus de sources. L'auteur-e de la proposition joindra également un court C.V. précisant son statut, son rattachement institutionnel et, éventuellement, une liste de publications antérieures.

Elle/il veillera également à fournir une adresse électronique. Les propositions émanant de jeunes chercheur-e-s, et tout particulièrement de doctorant-e-s, sont vivement encouragées. La proposition de communication, rédigée de préférence en français, devra être envoyée le 14 mai 2006 au plus tard à :

masculinites@noos.fr

au format DOC ou RTF, en précisant bien dans l'objet du message journée d'études : histoire des masculinités. La liste des interventions retenues sera signifiée au plus tard le 15 juin 2006. En cas de sélection, le texte définitif de la communication orale, qui ne pourra excéder vingt minutes, devra être fourni au plus tard au moins quinze jours avant la journée d'études, c'est-à-dire avant le vendredi 8 septembre 2006.

Une participation aux frais de transport, pour les doctorant-e-s, est envisageable.

Contact : masculinites@noos.fr

Comité d'organisation :

Edward T. Costello – linnc@wanadoo.fr

Deborah Gutermann – deborah.gutermann@cegetel.net

Gil Mihaely – gilmihaely@free.fr

Régis Revenin – regisrevenin@noos.fr

En collaboration avec l'École doctorale d'histoire de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le Centre de recherches en histoire du 19^e siècle (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université Paris 4 Paris-Sorbonne), l'association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre « Mnémosyne » et l'association de jeunes chercheur-e-s en études féministes, sur le genre et les sexualités EFiGiES .

« *Réalité et représentations des Amazones* »

Les 14-16 juin 2007, « Voix et voies de femmes, » composante de l'équipe d'accueil CECILLE (Centre d'études « Civilisations, langues et lettres étrangères ») de l'Université Charles-de-Gaulle Lille 3, organise un colloque pluridisciplinaire sur « Réalité et représentations des Amazones » dans les domaines ethnographique, historique, sociologique, littéraire et artistique.

En amont, ce projet s'inscrit dans la lignée des travaux entamés par « Voix et voies de femmes » sur le travestissement féminin (un colloque international et pluridisciplinaire s'est tenu à Lille 3, les 16-18 juin 2005, actes à paraître) qui implique, lui aussi, un questionnement des frontières entre les deux sexes ainsi que celui de la construction d'une identité sexuelle (« genre ») par rapport à l'autre et des rapports entre les sexes.

L'image des Amazones (« a-mazos » – « privée de mamelle », selon Hérodote) est, depuis près de trois mille ans, façonnée par les hommes et non par les femmes. Ces femmes guerrières sont la construction idéologique et historique d'une culture patriarcale qui avait besoin d'ennemis vaincus afin de permettre à ses héros (Dionysos, Thésée, Héraclès, Achille et Alexandre le Grand) d'afficher leur force militaire ou leur virilité (Alexandre et Thalestre) et non en vue de glorifier les femmes. Elles sont associées au culte de la lune (leur bouclier semi-circulaire était en forme de lune) et du soleil ainsi qu'au cannibalisme.

Situé entre une réalité historico-géographique (réminiscence de sociétés matriarcales ?) et la sphère mythico-littéraire (le mythe de l'amazone est à la fois un récit et une figure), le phénomène amazonien a connu maints avatars, depuis la femme à la sexualité insatiable jusqu'à l'amazone vierge créée, à la fin du Moyen Âge et à la Renaissance, pour répondre aux misogynes et jusqu'à l'émergence contemporaine de l'amazone lesbienne à l'occasion d'une réappropriation féministe de l'image très flexible de l'amazone.

Une partie de l'image actuelle de l'amazone est motivée par la haine des hommes même si les féministes ne sont pas androphobes/misandres mais simplement opposées à la domination masculine. C'est depuis le 15^e siècle (Christine de Pizan) que les (pré)féministes ont utilisé l'image de l'amazone pour en tirer une leçon de force. La figure de l'amazone apparaît chez Hobbes (Leviathan) dans la discussion de la domination au sein de la famille.

Un des aspects de l'image de l'amazone de Christine de Pizan à Monique Wittig est l'autonomie, la liberté d'agir et de laisser sa marque sans dépendre des hommes, d'où, en partie, le passage à la signification de l'amazone comme « femme masculine, » voire « femme asexuée » à partir des 17^e et 18^e siècles et la conception de l'amazone comme métaphore de la femme monstrueuse, contre nature, c'est-à-dire qui refuse d'accomplir les fonctions de son sexe et usurpe celles de l'homme.

Quelques-unes des pistes qu'exploitera une approche pluri- et interdisciplinaire (s'appuyant sur une étude précise des occurrences du substantif « Amazone(s), » ou de l'adjectif dérivé, et de leur contexte) pourraient être :

1. Dimension historico-géographique : de la réalité au mythe et à ses significations (voir Pierre Samuel, *Amazones, guerrières et*

gaillardes [Grenoble, PU de Grenoble, 1975] et Jeannie Carlier-Detienne, « Les Amazones font la guerre et l'amour », *L'Ethnographie*, n° spécial : « Voyages au pays de l'altérité », 1-2 [1980]: 11-33).

2. L'Amazone comme incarnation de la barbarie (inversion de la civilisation occidentale), de l'animalité, voire du cannibalisme (« dévoreuses de chairs », selon Eschyle dans *Les Suppliantes*).

3. L'Amazone comme figure de l'altérité dans les traditions littéraires de la mythologie, de la satire et de l'utopie (gynécocratie, régime politique, modèle de société).

4. L'Amazone comme image de « femme forte » (« monde à l'envers », monde sans hommes).

5. Confrontation/rapprochement topique entre lettres et armes, domaines masculins (voir la préface du *Chant 20* du *Roland furieux* de l'Arioste ; voir aussi Frédérique Verrier, *Le Miroir des Amazones : Amazones, viragos et guerrières dans la littérature italienne des 15^e et 16^e siècles* [Paris, L'Harmattan, 2004] 107-12).

6. Réappropriation contemporaine du mythe par les féministes (Monique Wittig) ; Amazones et Méduse.

Pour introduire ce colloque et ancrer ses travaux dans un cadre historique, une journée d'études (« Amazones et déesses guerrières ») sera organisée, le 23 juin 2006 à Lille 3, par des antiquisants, avec le soutien de l'UMR HALMA-IPEL (Jacques Boulogne, Didier Devauchelle), pour le programme « Construction des rapports sociaux de sexe » de la MSH du Nord – Pas-de-Calais-Institut Érasme.

Présentation et programme

Nature féminine et activité guerrière sont traditionnellement tenues dans nos systèmes de pensée occidentaux pour antinomiques. La figure mythologique des Amazones et les divinités

rangées dans la catégorie anthropologique des déesses guerrières constituant, à cet égard, des oxymores qui expriment au plus haut point cette tension. Leurs racines plongent dans les sociétés qui sont à l'origine de notre civilisation. Cette journée d'études réunit des spécialistes des mondes de l'Antiquité afin d'analyser la place et le sens de ces représentations dans les imaginaires collectifs d'alors, ainsi que leur fonction sociale et politique.

(Renseignements : halma@univ-lille3.fr)

PROGRAMME

9h00 : Accueil

9h20 : Ouverture

9h30 : Dominique Parayre (Lille 3) : « Les Déesses guerrières en Mésopotamie »

10h15 : Friedhelm Hoffmann (Würzburg-Munich) : "Warlike Women in Ancient Egypt"

11h00 : René Lebrun (UCL) : « Archétypes amazoniens et déesses guerrières dans le monde Hittite »

11h45 : Judit Törzsök (Lille 3) : « La Déesse Durga »

12h30 : Déjeuner

14h00 : Jacques Boulogne (Lille 3) : « Sauromates et Amazones. Ethnologie et médecine »

14h45 : Marion Muller (Lille 3) : « Les Amazones dans l'art grec : de l'imaginaire à la représentation »

15h30 : Alain Deremetz (Lille 3) : « Camille, la reine des Volsques »

16h15 : Pause

16h30 : Jacqueline Fabre-Serris (Lille 3) : « Les Amazones chez les mythographes de l'Antiquité classique »

17h15 : Constantin Bobas (Lille 3) : « Des Amazones et autres guerrières dans le *Roman d'Alexandre*. Formes mythifiées à variation d'intensité »

18h00 : Conclusions

Deux autres journées d'études monodisciplinaires seront organisées par des francisants (Lille 3, Paris 3) en 2007.

Les propositions de communications (titre et résumé, de 600 mots maximum, exposant la problématique posée et accompagnés d'une courte bibliographie), qui seront soumises à un comité scientifique pluridisciplinaire, sont à envoyer, ainsi qu'une notice bio-bibliographique, en document attaché et dans le corps d'un courriel, avant le 1^{er} mai 2006 à :

Guyonne Leduc – UFR Angellier – guyonne.leduc@wanadoo.fr

Secrétaire scientifique de l'UFR Angellier : Brigitte Vanyper : brigitte.vanyper@univ-lille3.fr

Gender Query: Explorations of Identity, Expression, and Embodiment

The upcoming book, *Gender Query : Explorations of Identity, Expression, and Embodiment* will be published by Cambridge Scholars Press later this year, or early 2007. The original concept of this book came out of the amazing activism currently going on in Eastern Europe around the areas of gender activism and LGBT human rights. The aim of this text is to provide a cross-cultural and interesting look into various issues surrounding gender.

I am currently seeking proposals for academic papers relating to gender variance and gender identity and/or expression. Gender variance can include anything that you feel goes against the expectations of men and women in a particular society.

Papers need to be between 3,000 and 5,000 words and should address one or more of the following, in relation to gender: trans issues, performance, linguistics, sexuality, religion, or queer identity and culture. Proposals with an international scope will make me very happy, but this is not a requirement for publication.

Additionally, please don't feel that you have to be well known or widely published to submit something.

I am also looking for creative, preferably autobiographical, submissions of 1,000 to 1,500 words also dealing with the topic of gender variation. Although I am eager to receive proposals from anyone who has something interesting to say, people from outside the US and the UK are strongly encouraged to submit proposals.

The proposal deadline has been extended to March 30, 2006. Proposals should be no more than 500 words. Please include your email address, postal address and telephone number.

Final submission deadline: June 15, 2006

Please send proposals (and any questions you may have) to:
GenderQueryBook@yahoo.com



Égalité des chances

Un comité pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'enseignement supérieur et la recherche a été mis en place par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche François Goulard, le 26 janvier 2006.

Nommé pour trois ans, ce comité est composé de dix membres. Le ministre en est le président, et la vice-présidence est assurée par Marie-Paule Pileni, administratrice de l'Institut universitaire de France.

Membres du comité

Alain Bachelot, professeur de mathématiques, Université de Bordeaux

Rose Dieng-Kuntz, directrice de recherche, INRIA

Élisabeth Dubois-Violette, physicienne, directrice de recherche au CNRS

Laurent Hémidy, directeur des ressources humaines, INRA

Claudine Hermann, professeur de physique, École polytechnique

Laure Nurit, professeur de droit, vice-présidente de l'Université Bretagne Sud

Marie-Paule Pileni, administratrice de l'Institut universitaire de France, professeur de physique à Paris 6

Jacques Massot, directeur des ressources humaines, EADS

Nicole Dewandre, Union Européenne, DG Recherche, direction Science et Société

Philippe Kourilsky, professeur au Collège de France

Le comité devra dresser un état des lieux, établir un bilan des questions relatives à la parité dans l'enseignement supérieur et la recherche et proposer au ministre des recommandations concrètes dans ce domaine. Plus largement, le comité doit avoir un rôle d'observatoire permanent sur ces questions, en effectuant à la fois un suivi de la situation, une analyse des textes officiels ainsi que de l'évolution des mentalités et des pratiques.

Un premier rapport devrait être rédigé d'ici fin juin comprenant deux parties ; un volet bilan et statistiques et un autre avec des propositions d'actions. Au cours de la réunion du 24 février, il a été décidé de constituer cinq groupes de travail qui devraient alimenter leurs réflexions par l'audition de plusieurs personnes sur chacun des thèmes suivants :

1. Embauche et attractivité des carrières scientifiques pour les jeunes femmes
2. Questions relatives à la maternité
3. Lutte contre le plafond de verre (qui empêche les femmes d'atteindre les postes élevés)
4. Les femmes dans les entreprises
5. Les études de genre

Par ailleurs, nous souhaitons recueillir de façon la plus large possible vos avis et propositions concrètes afin de les intégrer au premier rapport. À titre d'exemple une proposition pour le point 2 serait de donner une décharge (totale ou partielle) d'enseignement aux femmes enseignantes-chercheuses pendant une maternité et après la naissance. Personnellement je serais également partisane d'un congé parental obligatoire pour les hommes après la naissance.

Nous comptons sur votre participation et vous en remercions par avance. Les propositions seront discutées dans les groupes de travail qui se réuniront à partir du 15 mars. Elles peuvent être envoyées par mail, le plus rapidement possible, si possible en document attaché word (.doc), à :

dubois-violette@lps.u-psud.

Élisabeth Dubois-Violette,
membre du comité pour l'égalité professionnelle
entre les femmes et les hommes dans l'enseignement
supérieur et la recherche

Prix de la Ville de Paris pour une thèse sur le genre

Pour la première fois, à l'occasion du 8 mars 2006, la Ville de Paris a attribué un prix à une thèse sur le genre.

Visant à « promouvoir les études sur le genre afin d'encourager la recherche et la diffusion des travaux traitant des inégalités femmes/hommes et des politiques d'égalité », ce prix – d'un montant de 3 500 euros – est destiné à aider le-la lauréat-e à la publication de sa thèse.

Le jury qui attribue le prix est présidé par Michelle Perrot (histoire) et composé de : Christian Baudelot (sociologie), Françoise Basch (études d'histoire anglo-américaines), Michel Bozon (sociologie-démographie), Armelle Lebras-Chopard (science politique), Michel Miné (droit privé), Françoise Picq (science politique), Rachel Silvéra (économie), Pierre Tripier (sociologie).

Tous les groupes ayant souhaité y participer, le Conseil de Paris y est représenté par Danièle Pourtaud adjointe au maire chargée des universités, à l'origine de cette initiative, Clémentine Autain,

adjoindant au maire chargée de la jeunesse et de trois conseillères de Paris, Dominique Baud, Laurence Dreyfuss, Marie-Pierre Martinet.

Huit thèses, soutenues dans un établissement parisien, ont été présentées. Ce qui, pour une première année et dans un délai très court est tout à fait satisfaisant. D'excellente qualité, ces thèses témoignent de la prise en compte accrue dans les universités de la dimension du genre.

Le prix 2006 a été attribué à Isabelle Clair, pour une thèse de sociologie, soutenue à Paris 5 sous la direction de François de Singly, intitulée « Amours sous silence. La socialisation amoureuse des jeunes de milieu populaire ».

On ne peut que se féliciter de cette initiative de la Ville de Paris, pour l'aide financière apportée à une jeune chercheuse et pour la visibilité qu'elle apporte aux études sur le genre.

Françoise Picq

Hommage : Claude Zaidman, un itinéraire

Claude Zaidman a découvert la sociologie dans le feu de son activité militante à l'UNEF, plus précisément à la FGEL (Fédération des groupes d'étude de lettres) et à l'UEC (Union des étudiants communistes), convaincue que la sociologie n'est rien si elle ne contribue pas à transformer dans le sens de la justice, la réalité sociale en la faisant mieux connaître.

Elle rejoint à la rentrée universitaire de 1968 le Laboratoire de sociologie industrielle dirigé par Alain Touraine. En mai 1968, elle oriente sa réflexion sur l'école et particulièrement sur les revendications et les prises de position des militant-e-s lycéen-ne-s, ce qui la conduira jusqu'à sa thèse, intitulée « Le mouvement lycéen en 1968 », qu'elle soutient en 1978 sous la direction de Viviane Isambert-Jamati. Dans ce travail, elle s'attache à démontrer que pour les acteurs et les actrices de ce mouvement, il s'agit plus d'une exigence radicale de qualité de la transmission que d'un simple rejet de l'institution scolaire.

Liant toujours participation, observation, réflexion et recherche, elle prend part au surgissement du mouvement féministe du début des années 1970 ; ce sont ces nouvelles pistes qui orienteront ses travaux ultérieurs, où se croisent les thèmes de l'inégalité sociale, des populations migrantes, de la transmission et de la mixité (à l'école et dans la société), pour aboutir à une réflexion globale sur « Genre et socialisation », pour une sociologie du genre.

En 1971, Claude Zaidman est nommée assistante en sociologie à l'Université Paris 7-Denis-Diderot, qui vient d'être fondée quelques mois auparavant. Elle y poursuit toute sa carrière enseignante : maîtresse de conférences en sociologie sur un des

premiers postes créés en études féministes, en 1984, puis professeure de sociologie sur un poste fléché « Genre et société » à partir de 2002. En 1985, elle fonde le CEDREF avec des collègues de différentes composantes de sciences sociales et humaines de l'université et en devient la responsable ; elle a ainsi contribué à structurer et à rendre visibles les enseignements et les recherches sur le genre à l'Université de Paris 7-Denis-Diderot. À ce titre, elle a également participé à la mise en réseau des enseignements sur le genre avec la création d'un programme pluriformation, d'abord au niveau de la région parisienne, puis à l'échelle nationale, avec la fondation du RING (Réseau inter-universitaire interdisciplinaire national sur le genre).

Ses domaines de recherche ont participé des nouveaux questionnements de la sociologie par les théories féministes, qu'elle avait à cœur de promouvoir dans son enseignement. Elle a pris une part active à la création du DEA « Sexe et sociétés », formation qui a fait de l'Université Paris 7-Denis-Diderot une université pionnière dans les enseignements sur le genre. C'est la même ambition qui l'a animée pour inscrire un parcours « genre » dans les enseignements de l'UFR de sciences sociales dans le cadre de la réforme LMD.

Claude Zaidman a frayé des voies novatrices dans les recherches sur l'école, la mixité scolaire et la mixité sociale. Elle fut également parmi les premières à mettre en regard recherches féministes et recherches sur les migrations, en incitant dès la fin des années 1990 à la création du réseau « Femmes en migration ». Elle a souhaité, tout au long de sa carrière universitaire, contribuer à l'élaboration collective de nouveaux champs de recherche. Elle a été aussi une enseignante passionnée et une grande artisanne de la « Transmission », à laquelle elle a consacré les meilleures heures de sa vie.

CEDREF, janvier 2006.

Hommage à Odile Dhavernas

Odile Dhavernas nous a quitté-e-s le 12 mars 2006.

Avocate depuis 1972, elle était de celles qui ont accompagné le combat féministe et fait avancer la jurisprudence dans le sens d'une meilleure prise en compte des droits des femmes. Avortement, divorce, viol, violences conjugales, etc.

Son ouvrage *Droits des femmes, pouvoir des hommes*, paru au Seuil en 1978, qui inaugurerait la collection « Libres à elles » de Monique Cahen a été véritablement pionnier des études féministes. À la fois instrument d'analyse et arme de combat, c'est un modèle du genre ; une vaste fresque historique de l'évolution des droits des femmes dans tous les domaines : famille, propriété, partage des rôles, maternité, travail, citoyenneté. Elle y montre le caractère ambivalent des progrès incontestables de la condition juridique des femmes depuis le Code civil de 1804.

En 1981 elle publie dans la même collection *Petite sœur née... Prépare suicide*, un ouvrage inclassable et bouleversant, à la fois autobiographie et témoignage à travers des dossiers de clientes de l'oppression, de la révolte et de la soumission des femmes. Sa difficile conquête d'elle-même, ses débuts dans la carrière d'avocat, sa rencontre avec le mouvement féministe, les contradictions avec ses confrères et amis lorsque les droits des femmes sont en cause, ses passions, ses ruptures, etc. On y découvre une personnalité attachante, hors du commun, qui mène d'un seul élan ses combats personnels et collectifs, faisant la démonstration de ce que « le personnel est politique ».

Odile était présente au Colloque de Toulouse en 1982, elle y animait l'atelier « Femmes, État, Droit » et présentait une contribution « Pour une recherche féministe dans le domaine du Droit », prélude à la recherche qu'elle allait entreprendre, car plus encore qu'une avocate, praticienne spécialiste des droits des femmes,

Odile était une intellectuelle dont la réflexion s'enrichissait de sa pratique professionnelle.

Dans tous les débats et combats qui ont jalonné ces dernières décennies, elle a apporté un point de vue singulier et lucide, avec une totale indépendance d'esprit : sur le viol, sur la loi anti-sexiste, sur la parité, sur le PACS elle a donné à réfléchir avant de foncer, elle a mis en lumière la complexité des situations et des choix.

Citons son rapport sur les enjeux d'une loi antisexiste, refusant de considérer le sexisme comme une simple variante du racisme. Son point de vue sur la parité, invitant à ne pas confondre représentation politique et statistique. Ses réserves à l'égard du PACS et sa préférence pour des situations qui préservent des droits individuels autonomes à chacun, marié, pacsé ou célibataire.

Un fil guidait ses réflexions et ses engagements : le droit pour chacun-e, en toutes circonstances, de choisir et maîtriser son existence : son mode de vie, sa sexualité, sa maternité et aussi sa mort.

Odile reste présente par les écrits personnels et politiques qu'elle a laissés, mais sa pensée libre et subtile nous manque dans les situations complexes auxquelles le féminisme de plus en plus est confronté.

Elle était aussi une pensée subtile, une intellectuelle infatigable. Après ses contributions nombreuses dans les revues juridiques et féministes (*Actes, la Revue d'en face, les Temps modernes*), au colloque de Toulouse en 1982, elle a posé les jalons de la « recherche féministe dans le domaine du droit », hélas beaucoup trop peu développée en France, à la différence du Québec dont elle nous apportait l'écho.

C'est une pensée dont la liberté de jugement et la clarté nous manquent tout particulièrement aujourd'hui.

Françoise Picq
Liliane Kandel



Comptes rendus

▲ *Femmes familles filiations. Société et histoire*

Études réunies par Marcel Bernos, Michèle Bitton. Hommage à Yvonne Knibehler. Marseille, P.U. Provence, coll. Le temps de l'histoire, 2004, 300 p.

Yvonne Kniebehler est bien connue pour ses travaux sur l'histoire des femmes, de la maternité, de la paternité, des travailleurs sociaux. Ce volume se veut un hommage à sa pensée, à ses travaux, de la part de ses proches collègues de Marseille et d'Aix, qui ont repris ses thèmes de prédilection pour en montrer la richesse et poursuivre ses anciens chantiers.

En rappelant d'abord l'originalité et la fécondité du travail de Y. Knibehler, son approche particulière des femmes et du féminisme, comme le fait Jacques Guihaumou dans l'article introductif en citant l'auteure : « Le féminisme est une théorie qui prend pour fin la personne humaine et son épanouissement. Non pas une déclaration de guerre à l'autre sexe, mais un dialogue sincère – une négociation permanente – en vue de l'intérêt commun, en vue notamment de l'intérêt des enfants. » citée p. 15.

Anne-Marie Daune-Richard et Monique Haicaut, à partir d'un entretien avec Yvonne Kniebehler, retracent son itinéraire,

avec ses contingences, et son engagement. Elle passe le premier baccalauréat en 1939 et l'agrégation en 1945. Après quatre ans d'enseignement au lycée de Nîmes, elle suit son mari au Maroc où il est nommé ingénieur ; elle y restera de 1949 à 1954, années de découvertes, de maternités, de l'expérience d'être une femme active et diplômée dans un monde d'hommes qui ne l'acceptent pas vraiment. En 1963, elle arrive à Aix et conjugue son activité professionnelle dans un lycée et celle d'assistante à l'université, où elle s'investira de plus en plus, préparant une thèse puis devenant professeure en 1970. Elle participe activement à la création des premiers cours sur l'histoire des femmes, à la fondation du CEFUP (Centre d'études féminines de l'Université de Provence) qui accueille à Aix le premier colloque féministe « Les femmes et les sciences humaines » (1976) et un second en 1979 « Familles et pouvoirs ».

Si sa thèse ne porte pas sur un sujet féministe mais sur un historien peu connu, Mignet, mais c'est pour elle l'occasion de découvrir le machisme, et quelques figures « secondaires » plutôt féministes dans l'entourage de Mignet. Dès le début des années 1970, elle s'intéresse aux métiers féminins (assistante sociale, infirmière) à l'éducation des jeunes filles, aux discours scientifiques – médicaux notamment – sur les femmes.

En 1980 paraît son ouvrage *L'histoire des mères* (avec C. Fouquet) et ce thème ne la quittera plus, elle publie ou dirige successivement toute une série d'articles, d'ouvrages, de numéros spéciaux de revues autour des questions de la maternité et de la paternité. C'est une retraitée active qui participe à des colloques, publications collectives, de façon inlassable. (Et beaucoup d'entre nous connaissent sa constance, sa bienveillance, ses qualités scientifiques et d'oratrice).

Une vingtaine de papiers courts constituent l'ensemble de ce numéro spécial, ils sont accrochés à l'un ou l'autre des aspects de

l'œuvre de Yvonne Knibiehler, tantôt sur un point particulier qui prolonge son travail (la biographie d'une administratrice marseillaise d'œuvres sanitaires et sociales ; une association de femmes sous la III^e République, etc.), tantôt pour faire le point sur un des aspects du travail de Yvonne Kniebehr (sur le CEFUP, sur l'apport de Yvonne Kniebehr à l'histoire du service social ou à l'histoire des mères).

Dans l'ensemble des articles, deux sont particulièrement intéressants, de mon point de vue :

Françoise Thébaud dans « Femmes féminisme et recherches : regards sur le BIEF », a dépouillé les 19 numéros du BIEF, bulletin d'information des études féminines (1978-1989), qui s'avèrent une mine d'informations sur le début de l'institutionnalisation des études « féminines » puis féministes au plan local et national.

Karen Offen dans « Pionnière de l'histoire des mères », fait un point critique de l'apport de l'historienne, de sa place originale (entre de Beauvoir et Badinter, par exemple). Elle rappelle que pour Yvonne Kniebehr la situation des femmes ne peut pas être étudiée sans tenir compte de la maternité. Elle développe sa célèbre phrase « l'émancipation des femmes ne peut se faire sans la maternité ni contre elle ». Elle regrette que l'auteure soit si peu traduite en anglais.

Dans l'ensemble cet ouvrage témoigne donc de la vivacité de l'auteure, de la convivialité du climat de recherche qu'elle a su, avec d'autres, créer autour d'elles.

Geneviève Cresson

▲ *Nature, culture, guerre et prostitution**Le sacrifice institutionnalisé du corps*

Martine Costes-Péplinski, L'Harmattan, coll. Sexualité humaine (2002), 210 p.

Directrice d'un centre de formation dans le Val-de-Marne, Martine Costes-Péplinski a été amenée à intervenir dans des prisons et a été confrontée à l'idée que « les mêmes causes envoient les garçons en prison et les filles au trottoir, et que pour ceux qui n'arrivent à vivre ni la raison sociale ni la désobéissance, il y aura l'asile ». Devenue, en 1993, présidente du mouvement « Le Cri », elle abordera toutes ces questions d'un point de vue de militante. Par la suite, elle les inscrira dans les formations, en s'éloignant progressivement du militantisme – qu'elle ne renie pas – pour une démarche de recherche permanente. Elle évoque pour mieux les tenir à distance ses premiers contacts avec la prostitution, son enfance rue Saint-Denis à Paris, par exemple, où « les filles nous emmenaient à l'école et les bonnes sœurs nous emmenaient en vacances » deux mondes vis-à-vis desquels elle gardera une équidistance par la suite.

Son livre traite de la prostitution comme système concernant chacun et chaque société, et non pas de prostitué(e)s ni de clients exclusivement. Son postulat fondateur est énoncé d'entrée de jeu : « les plus faibles socialement devront payer de leur corps au sens propre du terme ce que ni l'argent ni le droit ne leur accorde (...) il ne reste aux faibles et aux pauvres que la force, le sexe, et la séduction pour organiser leur survie quand le droit ou la force sociale ne la leur garantit pas » (p. 12-13).

Son livre se veut très didactique puisqu'il part des « idées reçues » (la prostitution a toujours existé, l'homme ne peut pas contenir ses besoins sexuels, la femme en perdant l'œstrus est devenue un puits sexuel insatiable, etc.) et tente de les explorer.

D'où un survol historique de la préhistoire à nos jours et un survol des différentes théories scientifiques sur la sexualité. Les deux derniers chapitres sont constitués de remarques et informations concernant la période actuelle (depuis la ratification par la France en 1960 de la convention internationale « abolitionniste »).

On l'aura compris, ce livre n'est pas issu d'une recherche scientifique au sens académique du terme. Il constitue un ouvrage intéressant pour une autre raison : il donne à voir l'état de la pensée des travailleurs du social, des formateurs qui s'adressent à eux, sur le thème de la prostitution. Qu'on n'y cherche pas ce qu'il ne souhaite pas nous offrir : ni état du débat entre les différentes positions des chercheurs et chercheuses, féministes ou non, sur la question de la prostitution ; ni recherche originale sur les parcours de certain-e-s prostitué-e-s. Ce pourrait être une introduction à toutes ces questions-là (mais on regrettera alors la minceur de la bibliographie, voire l'imprécision des références), une vulgarisation à l'usage des travailleurs sociaux qui découvrent cette question-là dans leurs études, la voix originale d'une formatrice qui a réussi à transmettre un point de vue – particulier certes – sur la question de la prostitution des hommes et des femmes, sur la misère qu'elle signe et qu'elle révèle, sur le renouvellement actuel de cette très ancienne réalité.

Martine Costes-Péplinski termine en posant (notamment) deux questions inscrites dans l'actualité :

Pourquoi les comités de bioéthique refusent-ils d'inclure la question de la prostitution dans celles dont ils se saisissent, alors qu'il s'agit bien, à ses yeux mais pas aux leurs, du commerce d'un corps humain, interdit par la loi ?

Pourquoi existe-t-il si peu de travaux sur les clients de la prostitution, en termes de recherche certes, mais surtout à ses yeux en termes de conscientisation des clients, de responsabilisation, à partir d'une démystification de la réalité concrète des femmes prostituées ?

Elle n'a bien évidemment pas de réponse à ces deux questions importantes et contestées ; mais la vigueur et la conviction avec lesquelles elle les pose manifestent une volonté de transformation aussi désarmée que fondamentale.

Geneviève Cresson

▲ *Travaux de femmes.*

Enquêtes sur les services à domicile

Annie Dussuet, Paris, L'Harmattan, 2005

La sociologie ne s'est guère intéressée à ces travailleuses de l'ombre que sont les aides ménagères, les aides-soignantes, les gardes-malades, les assistantes maternelles, pour des raisons que l'on comprendra aisément, ces tâches étant effectuées dans une immense proportion par des femmes, ces tâches n'étant dotées d'aucun statut véritable de surcroît. L'ouvrage d'Annie Dussuet comble donc une lacune d'importance en allant examiner sur le terrain (différents organismes ont été contactés, plusieurs employées témoignent de vive voix) ce qu'il en est de ce travail qui ne se considère pas comme un travail et qui bien souvent est un travail plus âpre, plus ardu qu'aucun autre. La lecture, en dehors de ce qu'elle transmet comme informations essentielles sur un système d'emploi précaire et mal défini, a le mérite de nous obliger à nous interroger nous-mêmes sur notre attitude vis-à-vis de ce personnel que nous avons presque toujours été amenées à fréquenter, puisqu'il est bien rare que nous n'ayons eu à recourir un jour aux services d'une femme de ménage ou d'une baby-sitter. Il ne s'agit donc pas d'une investigation qui nous entraîne loin de notre champ d'expérience mais nous place au contraire dans la nécessité de regarder autrement ces femmes qui viennent à notre domicile et nous mettent, si modestes soyons nous, dans une situation de commandement.

Le livre se heurte à une série infinie de paradoxes : dès lors qu'une profession s'effectue dans un espace domestique, plus rien des catégories que l'on applique habituellement au monde du travail ne semble pouvoir s'appliquer. En effet, l'intrusion dans la maison, dans l'appartement privés contamine la valeur accordée à l'emploi et tout devient question de limites. On ne recrute plus au hasard mais selon des critères de jugement où se mêlent la confiance, l'affinité spontanée, créant entre soi et l'autre quelque chose d'un lien qui pervertit le rapport. En outre, la personne que l'on introduit chez soi est rapidement considérée comme de plain-pied avec la famille si bien qu'on ne l'instruit que fort peu des attentes : lorsqu'on la congédie c'est qu'elle ne convient plus, non au regard d'une défaillance spécifique, mais plutôt parce que la relation s'effrite pour des raisons plus subjectives que réelles.

Un autre paradoxe est soulevé avec la question de la compétence dont l'évaluation est on ne peut plus floue. Les employées de maison sont engagées généralement sans diplôme, sans titre d'aucune sorte et l'on ne leur reconnaît la capacité à nettoyer ou à ranger, à s'occuper des enfants que parce qu'elles nettoient et rangent chez elles, ont élevé elles-mêmes des enfants. Une espèce de savoir-faire implicite advient comme le moyen de sélection, ce qui écarte les hommes de ce marché (ils ne sont crédités d'aucune expérience dans le domaine des soins ou de la propreté) et dévalue d'autant le métier. Un engrenage infernal fait qu'une femme est spontanément considérée comme « apte » à effectuer ces travaux, mais justement, comme ces travaux ne sont ni enseignés ni sanctionnés par une reconnaissance publique, ils cantonnent les actrices dans un marasme inextricable. La tâche à accomplir est à la fois délimitée et illimitée, notamment pour les femmes qui s'occupent de personnes âgées ou grabataires. D'un côté elles sont appelées pour la toilette, ou le repas, mais d'un autre côté on s'attendra à ce qu'elles accomplissent de petits

nettoyages qui ne leur incombent pas explicitement. La nature proprement aliénante des rapports personnalisés qui s'établissent entre l'employeur et l'employée fait que cette dernière est prise dans un jeu non rétribué qui se traduit dans l'ordre du don. Comment refuser quelque service gratuit à quelqu'un auprès de qui l'on se rend quotidiennement et pour qui l'on est souvent la seule fréquentation régulière ?

L'enquête sociologique démontre à chaque chapitre cette même contradiction qui fait des services à domicile justement des « services » et non spécifiquement un travail. La difficulté est accrue par le caractère presque inévitablement partiel de cet emploi. La plupart des femmes concilient leur existence familiale avec ce type de rémunération dont on dit qu'il est plus complémentaire que substantiel dans bien des foyers. Les horaires du service à domicile rendent impraticable le travail à plein temps : les malades n'ont besoin de visites qu'au réveil ou au coucher, les ménages n'occupent que quelques heures hebdomadaires. Ce dernier constat renforce la complexité du système puisque le temps de déplacement n'est pas comptabilisé et qu'une femme de ménage peut aller d'un appartement à l'autre sans que l'on puisse considérer alors qu'elle « travaille ». Enfin, pour ajouter à la dureté de ces conditions, on notera que ces fonctions sont provisoires, que la mort d'une personne âgée peut obérer gravement le budget d'une employée, que le bon vouloir changeant d'une famille peut déséquilibrer des revenus dépendant étroitement de minuscules contrats qui ne se renouvellent pas toujours avec facilité.

Annie Dussuet se heurte donc à une espèce de vide juridique décrivant un monde d'employées très exposées aux incertitudes du marché. Elle n'enregistre d'encouragement qu'à travers les efforts de certaines associations qui tendent vers le salariat et proposent donc des conditions plus fiables. Elle montre que l'accès à une telle convention est conditionné par différents facteurs qui rendent cette nouvelle approche compliquée : pour entrer dans

ces organismes, il faut pouvoir présenter certaines qualifications qui ne sont récompensées par aucune différence de rémunération. On revendique d'un côté la qualité des services, mais on ne la rétribue pas. Les femmes hésitent donc à consacrer plusieurs mois à des stages qui sont finalement coûteux pour elles.

Il est enfin remarquable de penser que la démarche vers plus de « professionnalisme » passe par le caractère interchangeable des parties. Il n'est plus question d'un attachement distinct, les femmes se rendent indifféremment chez les divers patrons et elles ne sont plus regardées comme des proches. Là où s'instaure une protection élémentaire de ces aides familiales, se détruit simultanément ce qui constituait pour certaines une forme de la valeur, non celle de l'argent mais de la personne. On comprend donc à avancer dans cette réflexion que l'on se heurte incessamment à des barrières, mais qu'elles sont instaurées par la division sexuelle du travail et qu'à tâcher d'y penser efficacement contribuerait non seulement à améliorer la condition de cette catégorie socio-professionnelle, mais celle de toutes les autres. Évidemment les femmes dans leur ensemble sont implicitement incluses dans cette enquête, puisque toutes les femmes se livrent chez elles à des tâches équivalentes, sans que celles-ci soient dotées d'aucun statut. S'interroger sur les femmes qui travaillent à domicile revient donc à s'interroger sur le travail des femmes à leur domicile, et, plus loin, sur le travail des femmes.

Sylvie Camet

▲ *Féminins/Masculins, sociologie du genre*

Christine Guyonnet, Éric Neveu, éd. Armand Colin, 2004, 286 p.

En tant que membre de L'ANEF, la parution d'un ouvrage intitulé *Sociologie du genre* dans la célèbre « Collection U » d'Armand Colin, ne pouvait que me réjouir, ainsi toutes celles et tous ceux qui œuvrent depuis plusieurs décennies, sous différentes dénomi-

nations, à la reconnaissance de ce champ de recherche. La volonté qui préside à cette parution paraît extrêmement bienvenue, comme l'indique la quatrième de couverture. Les auteur-e-s partent du constat que les effets de la différence sexuelle, contrairement à ceux de l'âge ou de la scolarisation, n'ont guère fait en France l'objet de textes de synthèse, notamment en direction des étudiants. Cette carence serait due à la réticence de l'Académie à intégrer une problématique qui reste, à ses yeux, trop entachée de militantisme féministe et à l'absence d'une traduction suffisante des travaux plus nombreux en provenance des pays anglo-saxons. En présentant ici une « sociologie du genre », Christine Guyonnet et Éric Neveu visent un double objectif, selon leurs propres termes :

« – Penser la différence masculin/féminin comme une construction socio-historique irréductible aux différences anatomiques et biologiques.

– Penser le masculin et le féminin comme également susceptible d'un questionnement relationnel quand le réflexe androcentrique et paresseux consiste souvent à penser le féminin comme le seul genre problématique. »

Autre volonté affichée par les auteur-e-s : la pluridisciplinarité. Eux-mêmes politologues, ils convoquent dans leur manuel, la quasi-totalité des sciences sociales, avec une certaine sur-représentation, à côté de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire, de la science politique, de la psychologie. En revanche, dans un tel tour d'horizon, les raisons de l'absence d'autres disciplines sont moins évoquées, comme celle de l'économie ou de la science juridique où même la prise en compte tardive de la science politique, par exemple alors que cette particularité aurait pu participer à l'analyse de la construction du champ interdisciplinaire que représente le genre. Cette approche pluridisciplinaire, si elle brouille inévitablement la spécificité de la démarche

sociologique française, est pourtant bienvenue, dans la mesure même où elle apparaît (bien que les auteur-e-s n'en font pas état) comme l'héritage direct des pratiques impulsées par les premières théorisations féministes, au début des années soixante-dix. Pour ces dernières, en effet, la réalité des rapports entre les sexes ne peut être analysée sans prendre à la fois la mesure de l'histoire et de l'espace. Et, de la même façon, les frontières sous-disciplines spécialisées gagnent à être remises en cause par les résultats obtenus dans des champs voisins.

C'est sans doute l'apport le plus évident de l'impact des problématiques féministes, qui ont posé la nécessité, dès les premières recherches sur le travail des femmes, de ne pas dissocier l'analyse de ce qui se joue dans la sphère productive, de ce qui se passe, simultanément, dans la sphère de la famille, et cela, en même temps pour les hommes et pour les femmes. Cette nouvelle conception de l'analyse de la production et de la reproduction qui a profondément modifié la sociologie du travail et la sociologie de la famille, mais aussi l'histoire du travail et posé de nouvelles questions à l'économie du travail, n'est pas vraiment mise en valeur dans l'ouvrage.

Les auteur-e-s passent à côté de ce point qui me semble pourtant fondamental. Je crois en effet, qu'un ouvrage sur le genre aurait dû être précisément construit sur l'impact des premières déconstructions féministes, ce qui aurait permis une présentation plus historique du développement de la sociologie du genre dans l'Hexagone. C'est sans doute la question de la division sexuelle et sociale du travail qui a été le plus clairement étudiée et approfondie dans le milieu des années soixante-dix. À tel point que le principal, voire le seul soutien institutionnel de l'époque, à savoir la création d'une Action thématique programmée (ATP) : « Recherches féministes et recherches sur les femmes » financée par le CNRS à partir de 1984, avait exclu la question du travail des axes

thématiques, jugeant ce domaine déjà largement investi par les chercheuses. Plusieurs ouvrages avaient déjà été publiés, dont notamment, par un collectif, *Le sexe du travail*, qui reste encore actuellement une référence, dans la mesure où il était à la base de la construction d'une approche en termes de rapports sociaux de sexe qui a ensuite largement fait école, en s'opposant justement à l'utilisation du terme « genre », considéré comme trop statique. C'est un autre parti, beaucoup plus classique, qu'ont adopté Christine Guyonnet et Éric Neveu, en partant, ce qui leur semblait plus logique, de la socialisation de l'individu, ce qui, pour beaucoup d'entre nous, est au contraire non pas le fondement mais la manifestation des rapports sociaux de sexe.

Le premier chapitre, « Socialisation et construction des identités de genre » pose donc la question du poids du naturalisme dans la définition du genre, reprenant rapidement la reconstitution historique de Thomas Laqueur (ce qui laisse de côté les analyses féministes bien antérieures à la parution de cet ouvrage). Il propose ensuite une analyse des rites sociaux qui « *genrent* » les individus. Le rôle de la socialisation familiale, du système éducatif, puis des médias sont successivement étudiés. Ce chapitre, qui s'appuie sur de nombreuses anecdotes, développe de larges perspectives allant des données anthropologiques extraites d'enquêtes sur des sociétés dites primitives, aux enquêtes sur les loisirs des jeunes, en passant par le sort des garçons et des filles sur les bancs de l'école. Toutefois l'absence de hiérarchisation dans la construction argumentaire renvoie un peu trop dos à dos les différentes positions en présence et laisse la lectrice dans un flou incontestable.

Le deuxième chapitre, « Genres, sexualité, conjugalité » interroge le « modelage du biologique » sur les représentations et les comportements sexuels, puis rappelle la tendance moderne à constituer le sexe en savoir, en s'appuyant sur les travaux de Foucault, mais malheureusement en ignorant justement les critiques

féministes sur l'utilisation de cet auteur emblématique. Les auteurs interrogent ensuite les « rapports genrés » à la sexualité, opposant une sexualité masculine « plus génitale, plus impérieuse » à une sexualité féminine « plus affective », même si, *in fine*, ils nuancent cette opposition. Ils s'intéressent particulièrement aux discours sur « le nouvel ordre sexuel et conjugal » qui s'impose de plus en plus aux couples. Enfin, en abordant la question des homosexualités, ce chapitre pose la question du brouillage des « identités sexuelles », et notamment celle de l'apport des théories *queer*.

Dans ce chapitre, comme dans le précédent, manque toutefois une certaine mise en perspective historique tant de la construction des argumentations que de celle du champ. Pour ne prendre qu'un exemple extrait du premier chapitre, dans une autre discipline que celle de la sociologie, les catégories de sexe mises en évidence par Nicole-Claude Mathieu, dès le tout début des années soixante-dix, ont respectivement dix et vingt ans d'avance sur les écrits de Françoise Héritier ou de Pierre Bourdieu qui sont ici, principalement utilisés. En revanche, il n'est évidemment pas souligné que c'est lorsque ces deux auteurs renommés se sont emparés de la thématique de la différence sexuée, qu'elle a enfin bénéficié d'une reconnaissance académique, la sortant d'une certaine marginalisation induite par le soupçon perpétuel du militantisme. La même critique peut être faite sur le deuxième chapitre. Si, aujourd'hui, le domaine de la sexualité commence à être investigué par plusieurs disciplines (l'histoire et la psychologie s'y étant déjà, bien que pour des raisons différentes, depuis longtemps intéressés), il s'agit véritablement d'un champ en pleine construction, comme le démontrent bien les ouvrages de Michel Bozon ou de Maryse Jaspard. La question sexuelle, en France, s'est justement construite de manière très particulière, à la fois en opposition avec les travaux des féministes états-uniennes (qui pour partie, se réclamaient d'ailleurs des philosophes et féministes

français, allant de Foucault et Derrida à Cixous et Wittig et bien d'autres) et en héritage. La nature du débat aurait dû être davantage analysée, les quelques références aux travaux d'Éric Fassin étant insuffisantes. Enfin, il me semble qu'il demeure, dans ce chapitre un manque essentiel : une analyse des travaux de Maurice Godelier, à la fois dans l'apport de ses réflexions sur la domination masculine (et la controverse sur le consentement des femmes à la domination) et dans son soutien explicite à la démarche des féministes.

Le troisième chapitre, « Genre et travail », questionne le monde de la production, en renvoyant d'emblée, alors même qu'elle est évoquée dans l'introduction, la question du partage du travail domestique au chapitre suivant, n'en traitant ici que les effets sur les femmes, à travers la notion, très contestée par les féministes, de « conciliation entre vie familiale et vie professionnelle ». C'est probablement ce chapitre qui me laisse la plus ambivalente. Il est fort bien documenté du point de vue des références, mais il minore le rôle joué par ce domaine dans la constitution d'un champ organisé de la recherche féministe, comme je l'ai mentionné plus haut. Les auteur-e-s, s'ils signalent bien les premiers travaux sur « l'articulation production/reproduction » et le développement d'une sociologie en termes de rapports sociaux de sexe, déclarent en effet qu'il faut attendre les années 1990 « pour observer un réel désenclavement des études sur le genre du travail... », qui se concrétise dans une meilleure visibilité accordée au domaine. On peut en faire une présentation différente : le désenclavement a justement commencé sur la thématique du travail, parce qu'il était le plus facile à opérer, étant donné l'existence de résultats incontestablement novateurs. Indépendamment de cette lecture biaisée, le chapitre couvre bien le domaine, reprenant des pans entiers des recherches, en s'appuyant sur les nombreux ouvrages de synthèse déjà parus sur le sujet : le rôle de l'État, la segmentation du marché

du travail, l'importance des qualifications sexuées, les différentes formes d'emploi, bref, faisant le tour des inégalités entre les sexes dans la sphère productive. La dernière partie de ce chapitre tente de renouveler un peu le thème en interrogeant, à travers des études principalement anglo-saxonnes, ce que les auteur-e-s appellent « un rapport distinct au travail » selon le sexe, qui devrait faire débat.

Le quatrième chapitre, « Genre, vie domestique, sociabilité », traite d'un ensemble de comportements sociaux qui sont moins homogènes. Si la question du partage des tâches domestiques est enfin abordée, et si elle est malgré tout corrélée, à travers les emplois du temps, au travail professionnel, elle n'est guère approfondie concernant la dimension « tâches parentales » et la présentation n'apparaît pas assez critique ni assez documentée, quand on sait la qualité des travaux sur ce point. En revanche, une attention particulière est portée aux loisirs et à la sociabilité, montrant là encore de fortes différences sexuées, mais qui ne sont pas toujours rapportées à leurs déterminants sociaux, ni vraiment explicatifs du genre, sinon dans une semi-tentative de renaturalisation implicite (« le sexe du bavardage... »).

Le cinquième chapitre est, à mes yeux, le plus réussi de l'ouvrage. Il traite de : « Genre, politique et espace public ». La qualité des informations et des analyses doit sans nul doute beaucoup à la discipline concernée qui est celle des auteur-e-s. Après avoir étudié l'accès inégal des deux sexes à l'espace public, notamment en soulignant comment la démocratie s'est d'abord traduite par le rejet des femmes, les auteur-e-s s'intéressent aux cultures et militantismes au masculin et au féminin. Ils questionnent ensuite le soit-disant « *gender gap* » face au vote, puis interrogent, comme à propos du travail, la possibilité d'un rapport différent à la politique selon le genre. Il se termine par une analyse des politiques anti-discriminations et de l'intérêt de la loi sur la parité en politique. Les

données sont claires, complètes, accessibles et bien discutées, encore qu'un peu platement.

Enfin le dernier chapitre, « Domination masculine et reconstitution des identités de genre », revient sur le questionnement sur les identités, en abordant « le masculin en crise » et « le féminin incertain », pour déboucher sur une interrogation de fond sur l'intérêt et les dangers d'utiliser une terminologie telle que « domination masculine », qu'ils invitent, beaucoup trop rapidement à mon avis, « à dépasser ». C'est évidemment le chapitre le plus polémique et qui devrait permettre de comprendre clairement le positionnement des auteur-e-s. Or, de nombreuses notions restent floues (et pour cause : elles sont au cœur des débats actuels), par exemple, la notion de « crise du masculin » fait couler beaucoup d'encre, car elle n'est d'évidence pas formulée en termes sociologiques. Et les références à Elizabeth Badinter sont nettement insuffisantes pour faire avancer la connaissance, pour une double raison : d'une part ses ouvrages sont eux-mêmes des compilations d'autres auteurs, d'autre part, ils n'ont pas la robustesse de la plupart des travaux de recherche sur ce thème. Alors que des analyses sur la « production des dominants », notamment sur ce que la « domination masculine fait aux hommes » sont actuellement largement discutées, il n'y est guère fait référence dans ce chapitre. D'ailleurs, sur le point précis des références utilisées tout au long de l'ouvrage, le reproche que l'on pourrait faire à Christine Guyonnet et Éric Neveu est de trop s'appuyer sur des ouvrages de synthèse, sans se reporter nécessairement aux textes cités. Défaut accentué par la mauvaise connaissance du champ, qui se révèle dans les références bibliographiques où l'utilisation des rééditions sans mention de la date de première publication empêche le recul historique et fait disparaître le caractère dynamique de la production des concepts féministes. Cette pratique d'utilisation d'ouvrages de « seconde main », incontournable quand on doit assurer

la préparation d'un cours pour les étudiants, est beaucoup moins admissible quand il s'agit d'un ouvrage, d'autant plus quand il s'agit d'un manuel qui se veut novateur. Or c'est un peu l'effet que laisse la lecture du livre : un cours magistral, rapidement ébauché, puis retravaillé en forme d'ouvrage.

Il me semble que ce nouveau champ de recherche, qu'on parle de genre ou de rapports sociaux de sexe, mérite mieux et c'est sans doute aussi la raison pour laquelle l'on risque de demeurer perplexe devant ce livre, à la fois touffu et plus difficilement maniable qu'il n'y paraît malgré la très sérieuse bibliographie et l'index auteurs et matières. Il est vraiment dommage que Christine Guyonnet et Éric Neveu n'aient pas adopté la même démarche pour cet ouvrage que celle qui avait présidé au *Repères* sur les *Cultural studies*, où l'on pouvait suivre l'apparition des notions, leurs discussions, leurs transformations-adaptations, les aller et retour d'une société à l'autre, et les débats autour des concepts et de leur utilisation. Il est ainsi très anachronique d'opposer aux essentialistes ... les post-modernistes !

En définitive, le principal reproche que l'on peut faire à l'approche adoptée ici, c'est qu'elle ne rend pas compte de la paternité, ou plus exactement de la « maternité » de l'émergence des idées, des changements de paradigme et de la production des concepts. C'est d'autant plus regrettable que la non-hiérarchisation dans la présentation de cette production pourrait laisser ignorer qu'elle a fait l'objet d'enjeux académiques importants. Ainsi, la faible place accordée au champ des recherches « en genre », qui est une spécificité française par rapport à l'ensemble des pays occidentaux aurait du faire, en elle-même, l'objet d'une présentation et d'une analyse.

Enfin, dernier point, mais pas le moindre, je ne comprends pas comment les auteur-e-s ont pu se réclamer, pour écrire cet

ouvrage, d'une « neutralité axiologique », fort en vogue en ce moment il est vrai, pour traiter de ce domaine. On sent bien qu'il s'agit ici, pour Christine Guyonnet et Éric Neveu de faire preuve d'une bonne volonté affichée, en essayant de dresser un tableau des recherches sur le genre « sans prendre parti ». Mais, ce qui pose problème, c'est que cette attitude, louable certes, est en contradiction avec l'originalité qui a présidé à la constitution de ce champ de recherche, à savoir l'importance de la prise en compte de la subjectivité de la chercheuse comme du chercheur. En effet, un des apports majeurs des recherches féministes (comme d'autres domaines de recherches impulsés dans la continuité de certains mouvements sociaux) a été de démontrer qu'une telle neutralité dans la posture de recherche est intenable, en développant justement toute une épistémologie critique de l'androcentrisme (qui ne se réduit pas au sexe masculin, justement), et en proposant de systématiquement situer le lieu et la place du locuteur, fut-il un chercheur ou même une chercheuse.

En conclusion, ce livre n'est pas à mettre dans toutes les mains, notamment dans celles auxquelles il était pourtant prévu : celles des jeunes étudiant-e-s voulant s'intéresser au genre. Il est urgent que l'une d'entre nous s'y mette sérieusement : la sociologie du genre attend encore son manuel.

Michèle Ferrand

▲ *Maternité et parentalité*

Yvonne Knibiehler et Gérard Neyrand (eds), (2004). Rennes, École nationale de la santé publique, « Recherche santé social », 176 p.

Ce recueil de textes est issu d'un atelier organisé lors du 3^e Colloque international des recherches féministes francophones, « Ruptures, résistances et utopies », qui s'est tenu à Toulouse en septembre 2002. Cette origine explique la diversité des tons et des

objets traités, puisqu'à côté de réflexions sur la nouveauté du terme même de parentalité sont évoquées les questions de l'allaitement, de la décision d'interruption volontaire de grossesse (IVG), du rôle de la précarisation de l'emploi, de l'aide médicale à la procréation, de la justice des mineurs, dans des contextes nationaux divers : la Finlande, le Brésil, le Québec, l'Algérie, et avec des approches disciplinaires diversifiées (histoire, sociologie, sciences politiques, psychologie, littérature).

Yvonne Knibiehler ouvre l'ouvrage en évoquant « La maternité et la démocratie », texte qui synthétise assez bien les positions qu'elle développe depuis plusieurs années. Plus étoffée est la communication présentée par Gérard Neyrand, qui traite de « La reconfiguration contemporaine de la maternité », avec l'objectif de remettre à plat un certain nombre de débats actuels autour de l'impact du féminisme et des nouvelles techniques de reproduction. Il mobilise un questionnement mettant en jeu la gestion politique de la procréation et de l'intime, l'incidence de la différence des sexes sur la structuration psychique des individus, le rapport entre la sexualité (en tant que cette dernière médiatise et modèle les rapports hommes-femmes) et la parentalité, ainsi que les rapports entre la parentalité et les autres aspects de la vie sociale. Il conclut en soulignant l'ébranlement de la maternité induit par les Aides médicales à la procréation (AMP) qui fait « vaciller la représentation de la maternité comme organique et innée » (p. 36).

Le texte présenté par Claude Martin, « La parentalité : controverses autour d'un problème public », s'inscrit en parfaite continuité du précédent, en montrant combien la diversité des pratiques est concomitante du flou des définitions concernant la prise en charge des enfants et la filiation. Le terme de parentalité, justement parce qu'il reste flou, par rapport à la maternité ou la paternité, permet de rendre compte de l'élargissement de l'univers familial :

Photo Nicole Décuré



Buenos Aires, Argentine, 2005

homoparentalité est-il un oxymore ou le terme adéquat pour rendre compte d'une certaine réalité ? La revue des usages qu'il en propose met en évidence à la fois les transformations et l'inquiétude qu'elles suscitent. Il souligne que ces transformations apparaissent à certains comme « vertueuses », en cassant « les carcans » de la tradition, alors que « pour d'autres, [c'est] le signe d'un effondrement des bases familiales de la société et l'expression d'un individualisme galopant ». Claude Martin insiste enfin sur la manière dont la parentalité, dans une perspective pas du tout sécuritaire, est utilisée comme « discours d'ordre public », face auquel les sciences sociales s'avèrent peu efficaces, car trop nuancées dans leurs analyses pour le contrebalancer. Ainsi, sont rarement évoquées les conditions concrètes d'exercice de la parenté (économiques, matérielles, psychologiques) de ceux qui

sont stigmatisés par le discours public (parents soit-disant démissionnaires). Or ce sont bien ces conditions concrètes de la maternité et la manière dont elles sont ignorées par certains responsables sociaux, qui sont mises en évidence aussi bien dans le texte de Coline Cardi, « La figure de la “mauvaise mère” dans la justice des mineurs », que dans celui de Romaine Malenfant et Maria de Koninck, « Maternité et précarisation de l’emploi ».

La responsabilité différentielle selon le sexe du parent est ainsi doublement démontrée, à la fois dans la représentation, toujours traditionnelle de la « place féminine » au foyer plutôt qu’en emploi et dans la solitude des femmes dans les arbitrages imposés par la soit-disant conciliation entre travail et charges maternelles. C’est encore de différences dont parle Geneviève Cresson dans sa communication : « De l’idéal égalitaire aux pratiques inégalitaires, quelles “réorganisations” ? ». Réorganisation devant être comprise ici principalement comme revalorisation de la paternité par rapport à la maternité. Elle montre la distance entre l’idéal de partage, tant du point de vue du droit que des pratiques, et la réalité concrète. De son argumentation particulièrement convaincante, se dégage ainsi la manière dont le discours des parents (y compris des mères elles-mêmes) mais aussi de la société, tend à masquer ou à justifier le maintien des inégalités dans la prise en charge des enfants selon le sexe du parent. S’interrogeant avec humour sur la « place symbolique » de la mère, elle montre bien en quoi « la place symbolique » du père est largement utilisée « pour ne pas trop insister sur la faiblesse [éventuelle] de l’engagement paternel concret » (p. 124).

Trois textes suivent, qui reprennent la question de la parentalité sous l’angle de son accès, qu’il s’agisse de l’Aide médicale à la procréation (AMP) ou de la décision de recourir à l’avortement. Didier Le Gall s’interroge, dans « Paroles de femmes en pluri-parentalité », sur les raisons pour lesquelles nos sociétés privi-

légient « la logique substitutive aux dépens de la logique additionnelle », ce qui a pour effet de ne pas « permettre une quelconque reconnaissance, même symbolique, de la pluriparentalité » (p. 128). Il souligne à la fois les ambiguïtés d'une pluriparentalité invisible (IAD – insémination artificielle avec sperme de donneur mais aussi adoption plénière) et les difficultés prises en compte de la pluriparentalité après divorce. Toujours à propos de l'AMP, Laurence Tain, dans « La maternité assistée », propose une relecture de la manière dont se désire un enfant, de l'intimité du couple à celle de l'équipe médicale. Selon elle, « ce déplacement de la maternité sur une scène technologique » a pour conséquence d'accentuer les inégalités des femmes dans l'expérience maternelle (p. 165). Claudine Philippe, en étudiant « Les couples face à la grossesse non prévue », montre que cette dernière peut jouer un rôle de révélateur de la nature des relations du couple qui doit y faire face. Elle distingue ainsi trois modalités : l'implication minimale, la visée hédoniste et la demande relationnelle.

Enfin, trois textes apportent une ouverture quant aux pratiques et aux réflexions sur la maternité dans d'autres pays que la France : celui d'Heini Martiskainen de Koenigswarter, qui propose une approche sociologique et historique comparative des « Politiques et discours de la maternité en Finlande et en France » ; celui de Zineb Ali-Benali, « Et si on les écoutait parler d'elles ? Femmes d'Algérie au miroir de leurs textes », qui analyse comment s'articule dans la littérature l'identité de femme et celle de mère ; celui de Gilza Sandre-Peirera, sur « L'allaitement maternel et l'identité maternelle. Le Brésil et la France », qui étudie les différences d'un continent à l'autre, et leurs liens avec les représentations de ce qui fait une femme ou une mère et les influences du féminisme identitaire ou égalitariste sur ces représentations.

C'est donc un vaste champ qui est parcouru par l'ensemble de ces textes qui, pour ne pas toujours se répondre, s'interpellent

cependant et soulignent, de concert, le foisonnement des idées et des débats sur l'articulation, plus complexe qu'il n'y paraît, entre paternité et maternité. D'un texte à l'autre, les spécialistes de la famille ou des rapports sociaux de sexe tout autant que les non-spécialistes y trouveront largement matière à réflexion.

Michèle Ferrand, sociologue,
Cultures et sociétés urbaines,
CNRS-Université Paris 8.

▲ *La Femme seerer*

Issa Laye Thiaw, Paris, L'Harmattan, 2005

Il est assez difficile de faire un compte rendu de ce livre. Tout d'abord parce que le titre ne correspond pas au contenu. Sans vouloir imposer une quelconque méthode de recherche ou de présentation, le lecteur et *a fortiori* la lectrice s'attend à y trouver des informations sur la vie et la pensée des femmes africaines dont on nous dit souvent que sans elles l'Afrique n'a pas d'avenir mais dont nous ne savons, en fin de compte, pas grand-chose.

Or les trois premiers chapitres sont entièrement consacrés aux parentés linguistiques et culturelles entre les communautés seerer ainsi qu'entre Seerer, Wolof/Lebou et Pulaar. Cela est sans doute très intéressant pour les spécialistes de langues et cultures africaines mais les femmes en sont totalement absentes.

Le livre passe ensuite à une étude de la société seerer, et il est vrai que l'auteur fait un effort pour inclure les femmes et leur rôle dans cette société. Elles ne sont cependant pas le thème central de la recherche. Le travail suit la trajectoire de la vie humaine de la naissance à la mort et commence par deux chapitres sur l'enfance. Enfants et femmes étant traditionnellement des sujets proches, nous pourrions espérer entrer dans la vie des femmes seerer. De nouveau la lectrice est, en partie, déçue. Certes, tous les interdits et

rituels qui entourent la grossesse, la naissance et les premiers jours de l'enfant sont énumérés et décrits. Mais cela demeure d'une certaine façon une vision officielle qui donne l'impression d'une femme instrument à produire les enfants « signe[s] de la fécondité des parents et de leur capacité à assurer la continuité de la lignée » (63). Tout ce que les femmes seerer pourraient dire sur les grossesses multiples, les risques de l'accouchement, l'importance du sexe de l'enfant est occulté au profit d'un discours lisse sur l'importance de la fécondité et la joie donnée par l'arrivée d'un enfant.

Issa Laye Thiaw est intelligent, plein de bonne volonté mais il semble marqué par une vision des femmes traditionnelle qu'il n'arrive pas à dépasser. Il dit les femmes plutôt que de les laisser se dire. Aucune, quelle que soit sa position dans la société, ne s'exprime. Si les accouchées n'ont pas le droit à la parole, les matrones qui officient dans les rites de naissance sont tout aussi silencieuses. Il en va de même plus tard pour celles qui effectuent les tatouages sur les jeunes filles pubères comme pour les tatouées.

À ce grand silence des femmes s'ajoute le non-dit du texte qui laisse souvent une impression de malaise. Pourquoi, par exemple la jeune accouchée doit-elle être maintenue enfermée pendant plusieurs jours ? Quel rôle joue la mère ou la matrone dans le choix du nom de l'enfant présenté comme hautement important ? Que manque-t-il à l'histoire de l'homme qui décide de se noyer par vengeance de sa femme qui l'accuse de ne pas assez travailler (192) ? Et comment l'auteur prouve-t-il la véracité des chants rituels des femmes dont il nous fait part, ceux-ci étant censés être incommunicables aux hommes ? Ce manque de précisions ou de preuves jette le doute sur l'aspect scientifique du texte.

Quant aux contradictions qui traversent le livre entre déclarations de principe et descriptions des faits de la vie des femmes,

elles laissent la lectrice européenne perplexe. La répétition du grand respect de la société seerer pour les femmes, tout comme des phrases telles que « la jeune fille semble privilégiée par rapport à son frère » (106), ou après avoir décrit les colliers autorisés après la puberté, « [Les garçons] étaient quant à eux, privés de ces avantages ; ils ne connaissaient que la vie dure et les privations de toute sorte » (109) insistent sur le fait que les femmes seerer vivent dans le meilleur des mondes.

Mais comment ne pas douter de cette position privilégiée quand les rites de l'enfance indiquent tous la suprématie du garçon ? Ou quand l'éducation des filles se résume aux mots clés de : « vie conjugale », « sexualité », « fécondité » et « soins du ménage ». Le système de la dot laisse la parole à un homme qui en toute innocence parle des 150 Frs qu'il a donnés en dot, et qui lui auraient acheté une génisse. L'auteur quant à lui déplore les idées modernistes des jeunes citadines qui font monter les prix. Quant au mariage nous y retrouvons tous les préceptes traditionnels, obéissance, patience, efforts pour satisfaire l'époux et la belle-famille. Situation résumée par le rituel du repas apporté aux hommes qui travaillaient le champ de mil : « elle devait enlever son foulard de tête et se mettre à genoux, signe de respect et marque de politesse. La tradition voulait que, agenouillée, la femme dise aux travailleurs : *jooko njal corka pang*, « louange au travail effectué ». Cette manière de faire était exigée des femmes qui servaient la nourriture. Celle qui manquait au respect de ces marques de politesse était considérée comme rebelle » (191). La question que l'on peut se poser alors est : quelle marque de respect donnait l'homme pour le travail fait par la femme : corvée d'eau et de bois, pilage du mil, cuisine, cueillette et conservation des fruits et légumes, préparation du kaata, poterie, tissage, teinture (liste citée par l'auteur qui ne mentionne pas les enfants) ? Question d'Occidentale ? Sans doute.

Pourtant, s'il n'est pas question de demander à Issa Laye Thiaw de décrire la société seerer comme autre que ce qu'elle est, si on ne s'attend pas à ce qu'une société traditionnelle ait nos idées et notre vue du monde, il n'en demeure pas moins que ce texte ne dit les femmes que de l'extérieur, que leurs voix sont comme d'habitude tuées. Que pensent les jeunes filles seerer d'aujourd'hui, celles qui sont parties en ville comme celles qui sont restées au village ? Quelles sont leurs aspirations dans un monde qui change ? Que pensent les femmes du partage sexué du travail ? Cette absence de mise en perspective (de genre et historique) est d'autant plus frustrante que l'auteur suggère à plusieurs reprises l'existence d'une veine critique chez les femmes seerer (les insultes aux hommes lors d'un accouchement ou l'opposition à la polygamie, par exemple). Mais elle est la conséquence, me semble-t-il, d'une intention de parler des femmes seerer, après coup, comme si c'était un bon moyen de faire publier un livre qui n'aurait sans cela pas forcément accroché les éditeurs, les femmes étant à la mode, les Seerer moins.

Marianne Camus

Parutions

▲ *Des femmes et de l'écriture.*

Le bassin méditerranéen

Carmen Boustani et Edmond Jouve (dir.), Paris, Karthala, 2006.

▲ *L'autonomie des femmes en question.*

Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe

Sous la direction de Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn, L'Harmattan, coll. Bibliothèque du féminisme, 2006, 244 p.

Dans des sociétés américaines et européennes marquées, pour la plupart d'entre elles, par les acquis du féminisme au cours des années 1970 comment se présente la situation des femmes ? Depuis des années on assiste à une floraison de discours antiféministes ou se présentant comme « postféministes ». Tandis que la droite conservatrice et les intégrismes religieux cherchent à remettre en cause l'autonomie matérielle et la liberté reproductive des femmes, le postféminisme affirme que le temps du féminisme est dépassé : l'égalité entre les sexes serait un fait accompli et les inégalités constatées entre les hommes et les femmes vont disparaître sous l'effet de l'évolution « naturelle » des sociétés d'aujourd'hui.

Comment analyser ces réactions antiféministes ? À l'heure de la mondialisation néo-libérale où en est leur autonomie matérielle ? Quelle est l'évolution de la scolarisation et de la salarisation des femmes et le contrôle, par elles-mêmes, de leur sexualité et maternité ? Quelles résistances offrent les mouvements féministes à la vague de fond réactionnaire ?

Telles sont quelques-unes des questions traitées dans ce livre qui éclaire les confrontations sociales et politiques contemporaines autour des rapports sociaux de sexe.

SOMMAIRE

Introduction : Conservatismes et résistances des femmes à l'ère néolibérale

Première partie : L'Amérique

- Les nouveaux visages de l'antiféminisme en Amérique du Nord, Diane Lamoureux
- Le féminisme sous la démocratie au Chili, Sophie Stoffel
- Féminicide et impunité à Ciudad Juárez, Mexique, Marie France Labrecque
- Le mouvement féministe au Brésil. Avancées et impasses, 1994-2005, Maria Lucia da Silveira

Deuxième partie : L'Europe

- Les femmes polonaises entre famille et marché : une « conciliation difficile », Monika Wator
- Les femmes bulgares : de « l'émancipation » proclamée à « l'égalité des chances », Katia Vladimirova
- Les femmes dans la société irlandaise. Avancées et freins, Marie-Jeanne Da Col Richert
- Politiques familiales et participation des mères au marché du travail en France et en Allemagne, Jeanne Fagnani
- Les transformations contradictoires des rapports entre hommes et femmes en France, Roland Pfefferkorn
- Entre néolibéralisme et ordre moral, les féministes divisées, Josette Trat

Photo Nicole Décuré



Khajurao, Inde, 1986.

▲ *Émancipation sexuelle ou contrainte des corps ?*

Sous la direction d'Hélène Marquié et Noël Burch, L'Harmattan, coll. Bibliothèque du féminisme, 2006, 180 p.

Quelles analyses peut-on faire des représentations et discours d'émancipation sexuelle dans différentes productions culturelles au regard des aspirations à l'émancipation des femmes et à l'égalité entre les sexes ? À quelles constructions des corps et des sexualités renvoient les modèles proposés, souvent présentés comme libérateurs et naturels ? Qui sont les bénéficiaires de l'« épanouissement » ainsi promis ? Cet ouvrage s'intéresse à des domaines encore peu explorés quant à cette problématique : chorégraphie et littérature contemporaines, littérature et philosophie libertines des 16^e et 17^e siècles, opéras du 18^e.

Le propos est ici de saisir, chaque fois dans son contexte historique, la complexité des relations entre les rapports de pouvoir entre les sexes et les imaginaires collectifs dont les productions culturelles sont à la fois le support et le résultat. Productions

culturelles, œuvres d'hommes et de femmes, qui traitant d'émancipation sexuelle parlent du désir comme subversion de l'ordre social mais portent néanmoins la marque de l'inscription profonde, souvent implicite ou ambiguë, des inégalités entre les sexes, et parfois même, de façon perverse, de l'attachement à ces inégalités.

SOMMAIRE

Introduction : Hélène Marquié

- Le libre échange sexuel comme utopie réactionnaire, Sandrine Garcia
- Sexualité et transgression : images de chorégraphes femmes en France, Hélène Marquié
- Mon corps est à toi. Écriture(s) du corps dans les romans de femmes de la fin du 20^e siècle, Audrey Lasserre
- Les Comptes amoureux par Madame Jeanne Flore (v.1540) : discours « libérés », discours libertins, discours masculins, Éliane Viennot
- Des femmes et de l'émancipation sexuelle au 17^e siècle : tours et détours des représentations, Danielle Haase-Dubosc
- Mœurs sexuelles et philosophie du plaisir, Sophie Houdard
- Libertines et femmes vertueuses : l'image des chanteuses d'opéra et d'opéra-comique en France au 18^e siècle, Raphaëlle Legrand

▲ *Avortement et contraception dans les études médicales : une formation inadaptée*

Maud Gelly, L'Harmattan, coll. Bibliothèque du féminisme, 2006, 246 p.

Plus de trente ans après la conquête par les femmes du droit à l'avortement et à la contraception, la reconnaissance concrète de ces libertés reste fragile et menacée que ce soit par leurs opposants traditionnels, par la dégradation du service public de santé ou

encore par l'indigente formation des médecins à cette pratique. Comment cette formation peut-elle répondre aux besoins des femmes en évacuant les rapports sociaux de sexe pour se cantonner à un enseignement purement technique qui se limite à quelques heures et qui, par ailleurs, continue à transmettre des données erronées sur les risques de l'avortement et de la contraception ? Dans quelle mesure influe-t-elle sur la construction médicale d'une norme procréative ? Qu'en retirent les étudiants en médecine et en quoi marque-t-elle leur pratique future ? En particulier, comment sont-ils préparés au mode relationnel inhabituel qui les placera en position d'exécutants face aux femmes ?

C'est au regard de l'application d'un droit que sont analysés ici les enjeux de la prise en charge de l'avortement et de la contraception par les facultés de médecine : éclairer les causes et mesurer les effets de l'insuffisance de cette prise en charge, et montrer la nécessité que l'université réponde enfin aux besoins de santé des femmes correspondant aux conditions de leur autonomie.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

- Le savoir médical sur les femmes, la contraception et l'avortement
 - Histoire d'un paradigme
 - Le savoir médical et sa transmission
 - L'enseignement officiel
- Réception par les étudiants : première approche
 - Méthodologie
 - Résultats
 - Critiques
- Paroles d'étudiants, discours de médecins
 - Méthodologie
 - L'attachement au droit à la contraception et à l'avortement

- L'exagération des risques par les médecins
 - Le choix du contraceptif
 - Le rôle du médecin dans l'avortement : exécutant ou arbitre ?
 - Délimitation par les médecins de la légitimité de l'avortement
 - La dialectique contraception-avortement
 - Quelle formation médicale pour quel rôle social ?
- Conclusion

▲ *L'insertion professionnelle des femmes.
Entre contraintes et stratégies d'adaptation*

Sous la direction de Érika Flahault, avec la collaboration de Thomas Couppié, Sylvette Denèfle, Dominique Épiphane, Catherine Marry, José Rose. Presses Universitaires de Rennes, coll. Des Sociétés, 2006, 264 p.

SOMMAIRE

Préambule : S'adapter à l'emploi... l'insertion professionnelle des femmes, Érika Flahault

I. Trajectoires : Ou quand le temps fait beaucoup à l'affaire

- Vers une égalisation des débuts de trajectoire professionnelle des jeunes hommes et des jeunes femmes, Claire Gavray
- De la ségrégation professionnelle à la discrimination salariale, Thomas Couppié, Arnaud Dupray, Stéphanie Moullet
- Quand les temps sociaux et professionnels se conjuguent au féminin, Simone Pennec
- Orientation et insertion de jeunes femmes suivies par des Missions locales, Jacques Trautmann, Michèle Forté, Myriam Niss, Marie-Claude Rebeuh, Emmanuel Triby

II. Formation : Certaines relations formation-emploi plus introuvables que d'autres

- La construction d'un capital corporel : anticiper l'insertion professionnelle, Oumaya Hidri

- Quel genre d'insertion pour les diplômées en « études genre » ?, Muriel Andriocci
- Les femmes et les sciences font-elles bon ménage ?, Dominique Épiphané
- Comment s'insérer quand on est une femme, d'origine maghrébine... et non diplômée du supérieur ?, Alain Frickey, Jean-Luc Primon

III. Activité, inactivité, réactivité

- Femmes italiennes face au « travail sans emploi », Annalisa Tonarelli
- Formes de socialisation professionnelle féminine au prisme du temps partiel choisi, Cécile Guillaume
- Grandeurs et servitudes domestiques, Dominique Maison
- Lorsque la réinsertion professionnelle des femmes se joue sur la scène politique, Sandra Frey

IV. Métiers : Entre tradition, adaptation et innovation

- Femmes dans les services à domicile : insertion professionnelle ou retour de la domesticité ?, Annie Dussuet
- Aide à domicile auprès de personnes âgées : un emploi-refuge, Christelle Avril
- L'emploi des stéréotypes sociaux de sexe. Le cas des agents de médiation, Emmanuelle Lada
- Instrumentalisation des femmes au travail et du travail par les femmes dans l'hôtellerie-restauration, Sylvie Monchatre
- Devenir et rôles des femmes titulaires d'un brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole, Michèle Bargeot
- Conclusion à deux voix : Catherine Marry, José Rose
- Présentation des auteurs

▲ *Prostitution, la mondialisation incarnée*

Alternatives Sud 12: 3, 2005. Points de vue du Sud. Éditions Syllepse – Centre Tricontinental, 239 p.

Rares sont les analyses qui intègrent dans la dynamique de la mondialisation capitaliste l'essor des marchés sexuels et leur impact sur les femmes et les enfants. La mondialisation trouve pourtant là l'une de ses pires formes d'incarnation. La victoire du néolibéralisme dans les années 1980 va de pair non seulement avec une accélération de la soumission à la monétarisation des rapports sociaux, visible particulièrement dans les industries du sexe, mais également avec une légitimation accrue de l'aliénabilité des corps, de leur marchandisation. La prostitution et son corollaire, la traite des femmes et des enfants à des fins de prostitution, sont considérés par nombre d'États comme des moyens de développement économique. Ce « secteur » de l'économie mondiale est en pleine expansion. Il produit des déplacements importants de population et génère des profits mirobolants. Des millions de femmes, d'adolescents et d'enfants vivent dans les districts « chauds » des métropoles de leur propre pays ou dans ceux de pays voisins ou lointains. Les plus touchés proviennent principalement des pays du Sud et, plus récemment, de l'Est. Ils constituent la source des rentes les plus profitables de l'économie mondiale.

Sommaire et résumés sur www.cetri.be

▲ *Le souci des autres. Éthique et politique du care*

Sous la direction de Patricia Paperman et Sandra Laugier. Éditions EHESS, coll. « Raisons pratiques » dirigée par Bruno Karsenti et Louis Quéré, 352 p.

Les perspectives féministes connaissent depuis une vingtaine d'années un développement considérable dans le champ aca-

démique anglo-saxon. Si les analyses en termes de genre sont désormais connues du public français, l'idée de *care* – mot habituellement traduit par soin, attention, sollicitude – n'a pas trouvé un accueil aussi évident.

Les publications américaines sur l'éthique du *care* et ses rapports avec l'éthique de la justice ayant été comparées, non sans quelque sarcasme, à une véritable industrie, l'indifférence des milieux académiques et des féminismes français vis-à-vis d'un mouvement intellectuellement aussi important est étrange. Le moment semble donc venu de présenter l'éthique du *care* et de mettre en évidence les raisons d'une telle résistance. C'est bien la dimension provocatrice de l'idée même d'une éthique du *care* qui la rend difficilement assimilable et vulnérable.

En réintégrant dans le champ des activités sociales significatives des pans entiers de l'activité humaine négligés par la théorie sociale et morale, ces approches ébranlent la partition entre des registres habituellement disjoints. Les questions triviales posées par le *care* – qui s'occupe de quoi, comment ? – font appel à une anthropologie différente comprenant dans un même mouvement la vulnérabilité, la sensibilité, la dépendance. Elles mettent en cause l'universalité de la conception libérale de la justice, installée en position dominante dans le champ de la réflexion politique et morale, et transforment la nature même du questionnement moral.

SOMMAIRE

Présentation : Sense and Sensibility

Care et genre

- Au-delà d'une différence de genre. Vers une théorie du *care*, Joan C. Tronto
- Au-delà du *care* : dé-moraliser le genre, Marilyn Friedman

- Ce que les femmes attendent d'une théorie morale, Annette C. Baier
- *Dark Care* : de la servitude à la sollicitude, Elsa Dorlin

Care et justice

- Raison et sentiment dans la réflexion sur la justice, Susan Moller Okin
- *Care* et justice au sein de la famille. À propos de la critique libérale de S. Moller Okin, Claude Gautier
- Éthique du *care* et problématique féministe dans la discussion américaine actuelle. De C. Gilligan à J. Tronto, Stéphane Haber
- Le *care* est-il institutionnalisable ? Quand la « politique du *care* » émousse son éthique, Luca Pattaroni

Métaphysique et « carologie »

- Harry Frankfurt et la métaphysique du *care*. Vers une éthique « au-delà du bien et du mal », Marlène Jouan
- Éthique de la vertu et éthique du *care*. Quelles connexions ?, Frédérique Plot
- Baier et la critique du libéralisme moral, Layla Raïd
- Réalisme moral, contextualisme et éthique du *care*, Bruno Ambroise

Care, sensibilité, vulnérabilité

- Les gens vulnérables n'ont rien d'exceptionnel, Patricia Paperman
- Le *care* à l'épreuve du travail. Vulnérabilités croisées et savoir faire discrets, Pascale Molinier
- *Care* et perception. L'éthique comme attention au particulier, Sandra Laugier

Contact : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales – 131, boulevard Saint-Michel 75005 Paris
Tél. 01 53 10 53 55 – Fax : 01 44 07 08 89
Courriel : editions@ehess.fr



Chronique féministe

▲ N° 93 – Septembre/Décembre 2005

Féministes et altermondialistes

SOMMAIRE

Dossier

- Les femmes d'Argentine analysent et résistent, Silvia Chejter
- Le cas de la Marche mondiale des femmes, Pascale Dufour et Isabelle Giraud
- La Marche mondiale des femmes face aux mouvements sociaux, interview faite par Sophie Stoffel
- Réseau NextGENDERation : Refuser d'être la « question des femmes... »
- Un groupe de femmes au sein d'ATTAC, interview faite par Marie-Thérèse Coenen
- Féminisme et luttes écologiques : une alliance naturelle, Claudine Liénard
- L'intégration des femmes au mouvement altermondialiste, Francine Mestrum
- Féminisme et altermondialisation : quelques imbroglios, Diane Lamoureux

- Lecture : Féminisme, mondialisation et altermondialisation, Geneviève Simon

Attentives

- Citoyennes sans frontières à l'Université d'Ottawa
- Transmission : savoirs féministes et pratiques pédagogiques
- L'expérience de WIDE, réseau transnational féministe
- Développement durable, femmes et redéploiement économique
- Vie féminine : un front pour une loi contre le sexisme
- Groupement Belge de la Porte Ouverte : Pétition contre la publication gouvernementale sexiste « Percephobie »
- Campagne des FPS : Assez des bouts de ficelle
- Le Gouvernement Verhofstadt, la sécu et les travailleuses
- Le service des créances alimentaires démarre son service d'avances
- Voile, êtes-vous pour ou contre ?
- Le voile islamique : une question de choix ?
- Le nouveau divorce à la mode belge
- La contraception des jeunes sous la loupe

Contact : Chronique féministe – Université des femmes – 10, rue du Méridien 1210 Bruxelles. Belgique.

L'Université des Femmes

annonce la parution de sa nouvelle collection :

« *Pensées féministes* »

Contrairement à un sentiment communément répandu, l'égalité entre hommes et femmes n'est pas acquise. Elle est en perpétuel devenir.

L'Université des Femmes analyse la société contemporaine dans une perspective féministe. Ce travail d'analyse et de dénonciation des situations iniques pour les femmes, elle le diffuse et l'enseigne. Elle se veut un mouvement social faisant pression sur

ceux qui ont le pouvoir de changer les choses et de réaliser concrètement l'égalité entre femmes et hommes. L'Université des Femmes rassemble les outils nécessaires à la construction d'un savoir féministe dans le cadre de la bibliothèque Léonie La Fontaine, de son périodique *Chronique féministe* et dans cette nouvelle collection « Pensées féministes ». Pour qu'il ne soit plus possible de dire : « Nous ne savions pas ! »

L'Université des Femmes est une organisation d'éducation permanente soutenue par le ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles et par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

Nouvelles Questions Féministes

▲ Vol. 25 – N° 1 – 2006

Sexisme et racisme : le cas français

SOMMAIRE

Édito

- De l'affaire du voile à l'imbrication du sexisme et du racisme, Natalie Benelli, Ellen Hertz, Christine Delphy, Christelle Hamel, Patricia Roux, Jules Falquet

Grand angle

- Orientalisme, occidentalisme et contrôle des femmes, Laura Nader
- Le regard colonial : Islam, genre et identités dans la fabrication de l'Algérie française, 1830-1962, Julia Clancy-Smith
- La sexualité entre sexisme et racisme : les descendant-e-s de migrant-e-s du Maghreb et la virginité, Christelle Hamel
- Antisexisme ou antiracisme ? Un faux dilemme, Christine Delphy
- Féminisme et racisme. Une recherche exploratoire sur les fondements des divergences relatives au port du foulard, Patricia Roux, Lavinia Gianettoni et Céline Perrin

Champ libre

- Féministes d’hier et d’aujourd’hui, ou le féminisme à l’épreuve de l’universel, Aïcha Touati

Parcours

- « On vous a tant aimé-e-s ! » Entretien avec Houria Boutelja, initiatrice du Mouvement des indigènes de la République et de l’association féministe Les Blédardes. Réalisé par Christelle Hamel et Christine Delphy, juin 2005.

Comptes rendus

- Christelle Taraud : *La prostitution coloniale*, Natalie Benelli
- Charlotte Nordmann (dir.) : *Le foulard islamique en questions*, Silvia Ricci Lempen

Collectifs

- Pour que les droits formels deviennent des droits réels : Le New Women’s Movement, Afrique du Sud, Farinaz Fass

Recherches féministes

▲ Vol. 18 – N° 2 – 2005

Images et sens

SOMMAIRE

- Images et sens. De l’ordre visuel patriarcal et marchand, Estelle Lebel
- Le désir au féminin, Marie Carani
- Les images et les mots pour le dire... Des manifestations populaires de la rancœur féminine dans l’œuvre de Frida Kahlo et les chansons de Paquita la del Barrio, Guitté Hartog et Marguerite Lavallée
- La télé-réalité et les féminismes. La norme d’internalité et les (en)jeux de genre et de sexe, Divina Frau-Meigs

- Les modèles de relations homme-femme dans les images publicitaires de quatre magazines féminins québécois de 1993 et de 2003. Du couple Arlequin au couple égalitaire menacé, Marie-France Cyr
- Dis-moi comment être la plus belle ! Une analyse du contenu photographique de la presse féminine pour adolescentes, Caroline Caron
- L'antiféminisme « ordinaire », Francine Descarries

Feminist Europa. Review of Books

What is Feminist Europa. Review of Books?

Feminist Europa. Review of Books is a journal written in English which reviews feminist scholarship, creative and popular work by women published in Europe, in languages other than English.

Feminist Europa. Review of Books was launched in 1998 as a project of the Division Communication and Cultural Practice of Women's International Studies Europe (WISE) under whose generous auspices six issues were produced. Starting with its new issue 1:1-2 of 2001, it has been relaunched and is now published by the German Foundation for Gender Studies, whose projects are in perfect tune with the goals pursued by our reviews journal.

Future issues of the journal, beginning with volume 3, N° 2, 2003 and Vol. 4, N° 1, 2004 (double volume) will be published as e-Journals on our website www.stiftung-frauenforschung.de, resp. www.ddv-verlag.de (gender studies). Acces is free of charge.

Feminist Europa. Review of Books wants to strengthen the ties among feminist scholars and women's communities active in all European countries. Have you ever wondered what happens in the rest of Europe, outside of your own country and in languages you do not command? Our aim is to facilitate awareness of the

productivity and debates within women's studies across linguistic and cultural barriers in Europe, drawing on an extensive pool of scholars and activists committed to transcultural and transnational discourse. We host publications that have an impact on women's culture and deserve to be known outside their local context; we foster the flow of information across national borders and language boundaries.

Feminist Europa. Review of Books is a unique project dedicated to transnational communication and committed to the creation of a new Europe, a Europe in which, e.g., feminists in France are perfectly aware of the discourse articulated by feminists in Ukraine, and communities in Seville can build networks with scholars in Sarajevo and activists in London.

Feminist Europa. Review of Books has published reviews with the prime aim of giving voice to the widest possible number of countries represented; our editorial board already includes a number of nations and constantly seeks new contributors from other languages and cultures. The first issue (2001) in our new series published by the German Foundation for Gender Studies features reviews from eight different countries and includes an impressive variety of topics ranging from a long review of books on Female Genital Mutilation to several books dealing with gender in Nazi-occupied Europe, with issues of ethnic identity, women in business. In the past guest editors have highlighted subjects such as Detective Fiction, Archeology and History as well as Globalization and Migration. Our pages "Publications on Literature" and "Profiles" – is devoted to the presentation of a woman writer –, "Progress in Research" as well as "Practical Use" introducing new publications as short cuts ("Shorttakes") complete our range of topics.

Feminist Europa. Review of Books can greatly profit from the contributions offered by the networking community that the

journal aims at creating. Our policy since the beginning has supported the presentation and diffusion of individual works and has encouraged reviewers to shape their contributions in different and personal ways. We believe that a community of women must speak in different voices and aim at offering a forum in which they can all find a place and a fruitful occasion for exchange and communication.

Clearly, *Feminist Europa. Review of Books* contributes to the project pursued by the German Foundation for Gender Studies.

Managing editors: Dr. Giovanna Covi, Dr. Waltraud Dumont du Voitel, Dr. Tobe Levin



Bulletins de commande

Actes des journées de l'ANEF

Brochures disponibles au secrétariat de l'ANEF – 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE.

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Cocher les brochures commandées.

	PRIX
<input type="checkbox"/> Pouvoir, parité, représentation politique	7 €
<input type="checkbox"/> Études féministes, militantisme et mouvement des femmes	7 €
<input type="checkbox"/> Les féministes face à l'antisémitisme et au racisme	7 €
<input type="checkbox"/> Lien sexuel, lien social	7 €
<input type="checkbox"/> Femmes, féminisme, féminité : représentations et ruptures	7 €
<input type="checkbox"/> Féminisme et polar	7 €
<input type="checkbox"/> École : inégalités de sexe	7 €
<input type="checkbox"/> Études féministes : quelle visibilité ?	7 €
<input type="checkbox"/> Désexisation et parité linguistique	7 €
<input type="checkbox"/> Violences sexuées et appropriation des espaces publics	7 €
<input type="checkbox"/> Annuaire des adhérentes	15 €

Total de la commande : €

Prière de joindre le règlement à la commande.



Statuts

Association Nationale des Etudes Féministes

ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :

- l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
- la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
- la création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
- la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L'association se donne également pour buts :

- la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
- le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
- le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l'association les femmes, sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l'association, et s'engagent à travailler à leur réalisation. Les demandes d'adhésion sont adressées au conseil d'administration.

L'association admet également, à titre d'associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l'association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l'association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocation. La présidence est assurée par un membre du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d'administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L'assemblée générale est l'instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d'administration est élu pour 2 ans par l'assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d'une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscite la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une proposition présentée à l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu'à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l'association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



Association **N**ationale des **E**tudes **F**éministes

BULLETIN D'ADHÉSION 2006

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Pays :

J'ai pris connaissance des statuts de l'ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e : 30 € (revenus mensuels inférieurs à 1 500 €)
45 € (revenus mensuels supérieurs à 1 500 €)
15 € (pour les étudiant-e-s – sur justificatif)
Membre associé-e : 50 €
Service du bulletin seul : 50 € (institutions)

L'adhésion est annuelle (année civile janvier-décembre) et inclut l'abonnement au Bulletin.

Règlement et bulletin d'adhésion ou d'abonnement à renvoyer à l'ordre de :
ANEF – 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE

